

INPRECOR

Numéro 198 du 10 juin 1985 - 12 FF - 85 FB - 4 FS



LIBAN

**La guerre
des camps**

**Organiser la guerre populaire
pour
conquérir
la paix**



NICARAGUA

DOSSIER JEUNES

La radicalisation de la jeunesse en Europe

Sommaire du numéro 198 du 10 juin 1985

3	LIBAN	La guerre des camps	Salah JABER
5	EGYPTE	Troubles sociaux et répression	Mustapha TAHA
6	NICARAGUA	Organiser la guerre populaire pour conquérir la paix	Jorge BUARQUE

15	DOSSIER JEUNES	La jeunesse contre les missiles, l'austérité et le racisme	Steve ROBERTS
16	FRANCE	« Touche pas à mon pote »	Gilles ROBIN
19	GRANDE-BRETAGNE	Les Jeunesses travaillistes et la grève des mineurs	Anne KANE
21	BELGIQUE	La réaction s'acharne contre le mouvement « Jeunes pour l'emploi »	Jipi DE LEY
23	AUTRICHE	Les Verts, les Alternatifs et la mobilisation écologique	Hermann DWORCZAK
25	—	Pour une OGB qui se porte au premier rang des luttes écologiques	DOCUMENT
26	PAYS-BAS	La jeunesse contre les missiles	Wineke 't HART

28	NICARAGUA	L'aide aux combattants; interview de Marlène Chow, membre de la Commission nationale de soutien aux combattants	Propos recueillis par Jorge BUARQUE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La guerre des camps

DANS la nuit du 19 au 20 mai dernier, de violents affrontements sont intervenus entre des militants du mouvement chiite libanais Amal et les Palestiniens du camp de réfugiés de Sabra, au sud de Beyrouth, dégénérant ensuite en véritable bataille rangée pour le contrôle de ce camp. Le lendemain, Amal lançait une offensive en règle contre les trois camps de la périphérie de Beyrouth : Sabra, Chatila et Bourj-el-Brajneh. Les combats continuent à faire rage, pour la onzième journée consécutive, avec leur lot de tueries qui n'épargnent pas les civils. Le bilan est déjà impressionnant : plus de 400 tués et 1 000 blessés.

Les milices d'Amal, auxquelles s'est jointe la sixième brigade (chiite) de l'Armée libanaise dite légale, se heurtent à la résistance farouche des Palestiniens, toutes tendances confondues. Le régime syrien, tout en appelant à la cessation des combats, soutient les revendications d'Amal, et notamment le

désarmement des camps palestiniens, rejetant la responsabilité des affrontements sur Yasser Arafat. Cette accusation est dénoncée comme un prétexte fallacieux par la gauche palestinienne anti-arafatiste et ordinairement alliée à la Syrie. C'est cette gauche palestinienne qui dirige la résistance des camps et rejette catégoriquement les propositions de désarmement.

Le Front national progressiste démocratique libanais, regroupant le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, le Parti communiste libanais (PCL), le Parti nationaliste social et le Parti baas pro-syrien, joue au médiateur. Les intégristes musulmans chiites (Hezbollah, etc.) et sunnites (Mouvement de l'unification islamique, de Tripoli, au nord du Liban, etc.), déplorent les combats « fratricides », à l'instar de l'Iran. La Libye, quant à elle, soutient résolument les Palestiniens contre Amal.

Salah JABER

Une fois de plus, les événements du Liban viennent bousculer les préjugés politiques les plus tenaces et dérouter les observateurs de la presse mondiale, qui se perdent en conjectures quant à l'interprétation de la signification des combats en cours et de l'attitude des différents protagonistes.

Il faut cependant reconnaître à leur décharge que l'imbroglie libanaise a de quoi dérouter. Outre la complexité même de la situation au Liban, déterminée par la multiplicité des intérêts et des forces en présence, les allégations mensongères et la désinformation sont des pratiques courantes dans la politique au Moyen-Orient. D'où la nécessité, en examinant les événements de cette région du monde plus que nulle autre, de se garder des schémas simplistes, sources de grandes confusions.

Pour faciliter la compréhension de la bataille en cours et de ses enjeux, nous avons choisi de définir succinctement et séparément les principales parties qui y sont impliquées.

NATURE DU PROJET D'AMAL

L'offensive déclenchée par Amal a surpris ceux qui voyaient en cette dernière soit une organisation pro-khomeiniste, soit une organisation anti-sioniste, abusés dans les deux cas par le rôle indéniable joué par Amal dans la défaite des phalangistes et la retraite de l'armée israélienne.

Commentant la débâcle du régime d'Amine Gemayel, en février 1984, nous avons défini ce courant comme suit : « Amal, ou plutôt le Mouvement des déshérités dont il est l'émanation militaire, fut créé au début des années 1970 dans le but évident d'embrigader les masses chiites pauvres sous une direction

bourgeoise capable de démagogie populiste et confessionnelle, contrairement aux leaders chiites traditionnels, les plus arriérés des vestiges de la féodalité libanaise. En fait, l'opération Amal était principalement dirigée contre le PCL, dont la remontée spectaculaire, à partir de 1968-1972 (2e et 3e congrès) se traduisait par un recrutement principalement chiite.

« De 1975 à 1982, Amal ne mena pas un seul combat contre le camp des Phalanges et de ses alliés, mais se construisit à coup de batailles contre le PCL et les organisations palestiniennes, avec une propagande essentiellement anticommuniste et xénophobe rejoignant celle des Phalanges. (...) Aujourd'hui, Nabi Berri (leader du mouvement chiite Amal) ne se montre "radical" qu'à l'égard d'Amine Gemayel, qu'il rend responsable des récents événements. Il se montre en même temps extrêmement soucieux d'empêcher tout débordement dans le sens d'un démantèlement de l'Etat bourgeois. Il a insisté pour que la gendarmerie et la police libanaises, sous le commandement d'officiers musulmans, se chargent de rétablir l'ordre bourgeois à Beyrouth-Ouest. » (1)

Cette description reste entièrement valable. L'investissement croissant du mouvement Amal dans la résistance à l'occupation israélienne du Liban-Sud depuis 1984 n'a rien changé quant à la nature réactionnaire du projet politique qu'il poursuit et qui consiste à reconstruire un Etat bourgeois libanais fort où la bourgeoisie chiite, dont il est la milice, soit représentée en concordance avec la prépondérance numérique des chiites au Liban.

En fait, Amal a été entraîné à rejoindre le combat anti-israélien au Liban-Sud — principale région chiite du pays et principale base d'Amal — sous peine d'être débordé par les communistes, initiateurs de

la résistance armée, et par le courant khomeiniste. Ce faisant, Amal ne sortait en rien du cadre de son patriotisme bourgeois étriqué : une pratique de front unique pour libérer le Liban-Sud de l'occupation israélienne.

Une fois l'objectif atteint, le retrait israélien étant en passe d'être achevé, le projet réactionnaire d'Amal reprenait le dessus. D'où la suppression brutale des Morabitouns, nassériens sunnites de Beyrouth étroitement liés à la Libye et anti-arafatistes déclarés, contrairement à ce qu'en dit la campagne d'intoxication qui les a présentés comme des agents... d'Arafat. D'où encore l'attitude d'Amal dans les zones libérées du Liban-Sud, région où la milice chiite s'est érigée en « force de l'ordre », interdisant aux autres organisations toute apparition armée. D'où, enfin, l'offensive actuelle d'Amal contre les camps palestiniens réarmés, au sud de Beyrouth, pour les désarmer et les soumettre à l'Armée libanaise, ce qui n'est autre que la principale revendication des milices chrétiennes phalangistes depuis quinze ans, celle pour laquelle elles ont déclenché la guerre du Liban en 1975 !

Par la même occasion, Amal remplit son contrat tacite avec Israël. Il démontre à l'Etat sioniste que celui-ci peut retirer ses troupes en toute quiétude, Amal se chargeant de lui garantir la sécurité de sa frontière nord.

L'ATTITUDE DU RÉGIME SYRIEN

Le régime de Damas a aujourd'hui de nombreux motifs de satisfaction, parmi lesquels, pour ne citer que les plus importants, l'échec cuisant de l'entreprise is-

1. Cf. *Inprecor* numéro 168 du 5 mars 1984.

raélienne au Liban ; l'allégeance à la Syrie de la quasi-totalité des forces politiques libanaises, toutes communautés confondues ; le renversement du régime soudanais de Nemeiry, partisan du traité de paix égypto-israélien.

Mais il a aussi, néanmoins, des motifs d'inquiétude. D'une part, le pourrissement avancé de la situation libanaise, qui risque de devenir pour la Syrie un cadeau empoisonné. D'autre part, l'accélération des préparatifs du dialogue entre Jordaniens-Palestiniens et Américains, puis Israéliens, dans le cadre du plan Reagan : l'accord Hussein-Arafat ; la réconciliation égypto-israélienne ; le resserrement de l'alliance entre l'Irak, la Jordanie, Yasser Arafat, l'Égypte et l'Arabie saoudite ; les démarches pressantes de Fahd d'Arabie saoudite, de Hosni Moubarak et du roi Hussein de Jordanie auprès de l'administration Reagan ; les signes de bonne disposition de cette dernière et la souplesse relative du Premier ministre israélien, Shimon Péres.

Ainsi, le régime syrien est plus que jamais isolé face à l'axe réactionnaire arabe lié à l'impérialisme américain. Moins que jamais, il peut encore espérer récupérer le Golan — territoire syrien occupé par Israël en 1967 et officiellement annexé en 1981 — dans le cadre d'un règlement israélo-arabe global patronné par les États-Unis et l'Union soviétique. Il y a d'ailleurs un large consensus au sein de la classe dirigeante israélienne sur le caractère définitif de l'annexion du Golan. L'administration américaine ne s'y oppose pas vraiment.

Tout se déroule comme si l'impérialisme US et son bastion sioniste avaient décidé d'offrir le Liban, en échange, à la Syrie. De fait, l'expérience a montré que seule cette dernière pouvait imposer l'ordre bourgeois au Liban, ordre syrien il est vrai, mais bien préférable, à tout prendre, au désordre en vigueur qui favorise le développement de toutes sortes de courants subversifs et contribue à déstabiliser l'ensemble de la région.

Des miliciens d'Amal. (DR)



Cependant, le régime syrien craint précisément qu'il ne s'agisse là d'un cadeau empoisonné. Il est sollicité aujourd'hui avec insistance par divers barons de la bourgeoisie libanaise, notamment parmi les chrétiens et les sunnites, pour redéployer ses troupes sur l'ensemble du territoire libanais, mais il se fait prier ! Il sait pertinemment qu'autant il lui a été facile de déstabiliser un pays aux fractions politiques et militaires si nombreuses, autant il lui sera difficile d'y rétablir de nouveau une stabilité durable.

Evidemment, le régime de Damas a intérêt, dans ce but, à ce que les fractions politico-confessionnelles qui s'entredéchirent au Liban se neutralisent mutuellement, de manière à ce qu'il puisse les dominer toutes. C'est pourquoi il a empêché et continue à empêcher que les forces chrétiennes réactionnaires ne subissent une défaite décisive et radicale passant par l'éviction d'Amine Gemayel. C'est pourquoi aussi, tout en soutenant officiellement les revendications du mouvement chiite Amal au sujet du désarmement des camps palestiniens, soutenu en cela par l'ensemble des fractions de la bourgeoisie libanaise, sous peine de perdre la confiance de ces dernières dans le rôle salvateur de la Syrie, le régime de Damas n'a pas exercé à ce jour de pression réelle — et il en a les moyens — sur ses alliés palestiniens pour qu'ils cèdent à la pression chiite.

En dernière instance, la Syrie espère qu'Amal tirera de sa propre expérience sur le terrain la conclusion que le rétablissement de l'ordre ne pourra être imposé, dans les camps de réfugiés palestiniens comme à l'échelle du pays dans son ensemble, que par l'armée syrienne.

Pour Hafez el Assad, la meilleure issue de l'ensemble des combats en cours au Liban entre les différentes fractions, est l'affaiblissement général de celles-ci. Il exige, pour déployer son armée au Liban, que l'ensemble des fractions libanaises

l'en implorent, qu'elles acceptent toutes d'être désarmées, Palestiniens y compris, et que l'impérialisme international bénisse l'opération. Alors, l'annexion de fait du Liban par la Syrie pourra-t-elle avoir lieu ? Les masses libanaises et palestiniennes pourront y gagner sur les plans de leur sécurité et de leur situation socio-économique. Elles y perdront leurs libertés.

LES PALESTINIENS

Les larmes de crocodile versées par Yasser Arafat à propos de la « guerre des camps » à Beyrouth ne tromperont que les naïfs. Il y a, en fait, aussi trouvé son compte : l'occasion excellente qui lui a été ainsi fournie de faire un pas de plus dans la voie du plan Reagan, en faisant adopter par le Conseil central de son Organisation de libération de la Palestine (OLP), réuni à Amman le 29 mai dernier, l'accord qu'il avait conclu avec Hussein le 11 février 1985, et que même les nationalistes les plus modérés — y compris parmi ses partisans — avaient dénoncé comme ayant un contenu liquidateur de la lutte du peuple palestinien. C'est bien là le style du personnage, qui avait déjà profité de la bataille de Tripoli, fin 1983, pour aller donner l'accolade au président égyptien Hosni Moubarak, mettant fin ainsi à cinq ans de boycott arabe de l'Égypte en raison de son traité avec Israël.

La gauche nationaliste palestinienne — dissidence du Fatah, Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache et FPLP-commandement général d'Ahmed Djibril, regroupés dans le Front du salut national palestinien avec la Saïka pro-syrienne — se trouve aujourd'hui, pour la première fois aussi manifestement, en opposition au régime syrien. Il est tout à fait révélateur que cela se fasse sur la question du droit des masses palestiniennes à l'armement et à l'autodéfense au Liban. Cela montre tout l'opportunisme de la soi-disant « alliance stratégique » avec le régime syrien exaltée par ladite gauche, qui ne pouvait pas ignorer que ce droit qu'elle réclame au Liban ne lui est pas reconnu en Syrie même ! Le seul soutien qui lui reste dans cette affaire est celui de la Libye qui, elle, ne partage pas les visées propres du régime syrien au Liban. Nous avons dès le début mis en garde la gauche palestinienne contre les illusions qu'elle contribuait à répandre sur son allié syrien (2). Il faut espérer qu'elle saura tirer les leçons de l'expérience amère qu'elle connaît aujourd'hui. Il en est encore temps.

Les marxistes révolutionnaires, au Liban et en Syrie, ne manqueront pas d'aider les militants palestiniens les plus avancés dans cette voie, tout en luttant résolument à leurs côtés et partout pour les droits fondamentaux que la gauche palestinienne défend en ce moment à Beyrouth. ■

Salah JABER,
30 mai 1985.

2. Cf. *Inprecor* numéro 166 du 6 février 1984.

Troubles sociaux et répression

DEBUT janvier, plusieurs personnes étaient arrêtées sous l'accusation d'appartenance au Parti communiste égyptien — fraction du Congrès (scission de gauche du PC égyptien) — et à une « organisation communiste trotskyste » (cf. *Inprecor* numéro 191 du 4 mars 1985 et 192 du 18 mars 1985.) Sur ces 26 personnes, une dizaine était immédiatement remise en liberté provisoire, les autres l'étant quelques semaines plus tard. A ce jour, tous les militants incarcérés en janvier 1985 ont été libérés, après un mois d'emprisonnement pour certains d'entre eux. Mais le tribunal n'a pas encore statué sur le chef d'accusation qui était retenu contre eux.

L'article que nous publions ci-dessous présente une analyse de cette dernière vague de répression dans le contexte des troubles sociaux de cette dernière décennie, qui s'est surtout caractérisée dans les deux dernières années par des luttes dans les milieux étudiants et par une relance des grèves et des actions ouvrières. ■

Mustapha TAHA

La Ligue communiste révolutionnaire d'Egypte a subi trois vagues de répression au cours des dix dernières années : en juillet 1975, juillet 1980 et janvier 1985. Au cours de cette même période, la gauche égyptienne en général a subi près de vingt vagues d'arrestations qui ont abouti à l'emprisonnement de milliers de militants, dont certains ont été l'objet de tortures, comme cela a été récemment démontré devant les tribunaux.

Le but fondamental de ces campagnes répressives est de tuer dans l'oeuf les forces de la gauche égyptienne qui, en dépit de leur isolement et de leur faiblesse, continuent à représenter un danger que ne saurait sous-estimer un régime confronté à de graves difficultés et à une série ininterrompue de crises.

RÉPRESSION ET MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

La forte répression de la gauche égyptienne au cours des dix dernières années a accompagné les profondes mutations politiques, économiques et sociales connues par le pays. L'ennemi national historique des peuples arabes, l'Etat sioniste d'Israël, agresseur de l'Egypte et des Etats arabes depuis 1948, est soudainement devenu un ami intime du régime égyptien. Les mesures de normalisation des relations entre les deux pays ont progressé de manière provocante, alors que les relations diplomatiques de l'Egypte avec la plupart des pays arabes étaient rompues.

Par ailleurs, le pouvoir égyptien s'est totalement inféodé à l'impérialisme américain, de sorte que les objectifs nationalistes de l'unité arabe et de l'indépendance nationale ont été remplacés par un programme dont les priorités sont dictées par les intérêts américains dans la région. Enfin, la politique de la porte ouverte aux investissements étrangers a provoqué de

graves crises économiques et une très forte pression inflationniste.

L'ensemble de ces mutations économiques et sociales a déterminé une ample série de troubles sociaux, où l'on peut discerner, depuis le milieu des années 1970 :

— Les émeutes de la faim en janvier 1977, qui se sont étendues à l'ensemble du territoire et auxquelles ont pris part des millions de citoyens, au point d'obliger le pouvoir à recourir à l'armée pour les réprimer.

— Les rixes confessionnelles entre musulmans et chrétiens coptes, au début de cette décennie, dans le déclenchement desquelles le régime a joué un rôle direct, mais qui l'ont ensuite dépassé, l'obligeant à affronter les groupes religieux islamiques et à mettre ainsi fin au flirt qui existait auparavant entre le régime et le courant religieux en général. Cet affrontement s'est soldé par une grande vague de répression qui a touché des milliers de membres et sympathisants des groupes religieux, provoquant en réaction l'assassinat d'Anouar el Sadate. Son successeur, Hosni Moubarak, a inauguré son règne par l'arrestation de plusieurs milliers de personnes appartenant à tous les courants de l'opposition religieuse et politique.

— La troisième vague d'agitation sociale a commencé depuis deux ans et se poursuit encore. Elle a été marquée par des grèves et des manifestations étudiantes dans la plupart des universités égyptiennes ces deux dernières années, actions dont les principaux objectifs étaient la suppression des listes étudiantes réactionnaires pour les élections et l'expulsion hors des campus de la « garde universitaire », en plus de nombre de revendications de type corporatiste. D'autre part, au cours de la même période, des dizaines de grèves et de révoltes ouvrières ont éclaté. On peut notamment citer les événements qui se sont déroulés fin 1984 et début 1985 dans la cité industrielle de Kafr-el-

Dawar, paralysant la ville entière et aboutissant à des affrontements sanglants entre les ouvriers et les forces de la sécurité centrale. Cette vague de luttes dans les universités égyptiennes et les villes ouvrières n'indique pas seulement la possibilité de son amplification, mais aussi la possibilité objective de l'élargissement de l'influence des forces de gauche qui ont participé directement et indirectement à ces luttes.

POURQUOI LES DERNIERES ARRESTATIONS ?

La dernière campagne d'arrestations lancée par le régime, début 1985, a touché des militants actifs de courants communistes divers, dont tout particulièrement des membres et sympathisants de la LCR trotskyste. Cette vague répressive avait plusieurs objectifs : réprimer ceux qui pouvaient être considérés comme les militants les plus dynamiques et les plus influents de ces courants communistes, faire avorter les efforts de la LCR pour se construire en prévision des luttes attendues pour le proche avenir, découvrir sa dimension organisationnelle, effrayer et donner un avertissement aux autres groupes communistes clandestins et notamment au Parti communiste égyptien (PCE), lui aussi visé par une future campagne répressive, briser la campagne d'opposition à la participation d'Israël à la Foire internationale du livre au Caire.

Ces arrestations se sont accompagnées de l'orchestration d'une campagne de propagande répressive, partant des déclarations du ministre de l'Intérieur, en passant par les attaques des journaux gouvernementaux contre les détenus, accusant la LCR de diffuser des idées athées, de détenir des explosifs et des armes et de prôner la révolution sanglante, pour aboutir aux déclarations du procureur de la Cour suprême de sécurité de l'Etat promettant aux détenus, avant même la fin de l'enquête, les travaux forcés à perpétuité. Cette campagne de propagande visait le communisme en général, en prévision de la visite de Hosni Moubarak aux USA.

Cependant, les forces de gauche sont parvenues à répondre de façon limitée à ces diffamations, au moyen de quelques articles publiés dans les journaux de l'opposition « légale » et en organisant une série de marches, manifestations et meetings à la Foire internationale du livre, ainsi que par la diffusion d'un manifeste rédigé par les détenus de la prison d'El-Kamater et d'un communiqué des parents des détenus.

D'autres campagnes de répression sont en cours de préparation, contre lesquelles il faudra de nouveau dénoncer le caractère fallacieux de la soi-disant démocratie égyptienne et organiser des campagnes de solidarité avec l'ensemble des militants qui subissent la répression policière. ■

Mustapha TAHA,
Le Caire, 12 mai 1985.

Organiser la guerre populaire pour conquérir la paix

L'ANNONCE, le 4 avril dernier, du « plan de paix » de Ronald Reagan, constitue un élément diplomatique important dans l'escalade agressive de l'impérialisme US à l'encontre du Nicaragua révolutionnaire. Ce plan est un véritable ultimatum adressé à la révolution sandiniste. C'est d'ailleurs sous le titre de « Plan Reagan : guerre ou reddition » que *Barricada* du 11 avril 1985 a dénoncé ce qui a été présenté par Reagan comme « une proposition historique pour restaurer la paix et la démocratie dans leur pays (le Nicaragua) ».

Cette démarche visait trois objectifs immédiats : faire pression sur le congrès américain pour obtenir son aval à l'attribution de 14 millions de dollars pour l'activité des contras ; saboter le processus de négociation initié par le groupe de la Contadora, dont le document du 15 octobre dernier avait été ratifié par les dirigeants sandinistes ; présenter au niveau international la révolution sandiniste comme « l'espoir trahi » des « démocrates » du continent, et qui refuse aujourd'hui d'accepter le dialogue avec les « combattants de la liberté » de la contra.

Le refus des congressistes américains d'accéder à la demande financière de l'administration Reagan a constitué un petit camouflet pour celle-ci, dont les effets directs pour réduire l'aide aux contras sont peu significatifs. L'impérialisme américain dispose de bien d'autres moyens pour financer ses réseaux contre-révolutionnaires qui sèment la terreur au Nicaragua. La CIA dispose par exemple de ressources propres à cet effet. Reagan peut aussi avoir recours au financement privé d'organismes divers, lesquels ont déjà envoyé plus de 5 millions de dollars aux ex-gardes somozistes. La contra peut aussi s'approvisionner en armes et équipements militaires auprès des troupes américaines en manœuvre au Honduras, tandis que des pays comme Israël ou Taïwan, qui reçoivent d'importants crédits américains, jouent un rôle efficace de relai de l'aide US à la contra. De plus, Reagan repartira à la charge pour obtenir officiellement du Congrès US un soutien à sa politique d'aide à la contra. Car, comme le note l'Agence Nueva Nicaragua dans son bulletin du 3 mai dernier, « les 14 millions de dollars sollicités par le président Reagan pour les contras n'étaient qu'un symbole. Ce que voulait réellement l'administration, c'était l'approbation d'une stratégie de plus grande portée qui, selon des sources militaires, impliquerait une guerre de plus grande intensité contre le Nicaragua ».

De ce point de vue, et malgré le vote contre les 14 millions de dollars, il faut noter que le débat politique au sein de la classe dirigeante américaine ne se situe plus tant sur le bien-fondé d'une intervention militaire américaine contre le Nicaragua que sur les aspects plus tactiques liés à ce problème. Il

s'agit maintenant, pour les dirigeants impérialistes, de jauger précisément les conditions à remplir au préalable avant une telle aventure militaire. Ce glissement du débat doit être apprécié dans toute sa signification quant au rapprochement de l'échéance possible d'une intervention US directe au Nicaragua. Et, dans ce cadre, la décision d'imposer un embargo total sur le commerce américain avec le Nicaragua doit être appréhendée comme l'une des dernières mesures de pression économique US avant la mise en application de l'option militaire de l'invasion.

Dans cette situation, il échoit au mouvement ouvrier international des responsabilités fondamentales pour rompre l'encerclement de la révolution sandiniste, qui représente la pointe la plus avancée de la lutte anti-impérialiste à l'échelle internationale. Contre les préparatifs d'invasion américaine et l'embargo économique, la solidarité internationale doit se fixer deux objectifs.

Tout d'abord, il est nécessaire d'accentuer la mobilisation pour faire pression sur les gouvernements, au niveau politique et diplomatique, pour les amener à maintenir, développer ou accorder leur assistance économique et sociale au Nicaragua. Cela nécessite de dénoncer et isoler l'option Reagan et de peser de tout son poids pour faire sentir le prix politique et diplomatique qu'il en coûterait à l'impérialisme US et à ses tenants en cas d'intervention militaire directe contre le Nicaragua. La popularisation des initiatives diplomatiques et des prises de position du gouvernement révolutionnaire nicaraguayen, la diffusion de la presse sandiniste, la pression multiforme sur les parlements bourgeois et les gouvernements, la coordination des activités de solidarité dans tous les domaines, la multiplication des initiatives de la part des centrales syndicales en lien direct avec la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), les jumelages de municipalités, ou toute autre forme de soutien de diverses structures sociales, doivent pouvoir favoriser le développement de la mobilisation pour atteindre les objectifs susmentionnés.

Il est également nécessaire de chercher à prendre directement en charge, au niveau du mouvement de solidarité, des programmes d'aide matérielle et technique. Suivant les propositions du FSLN, l'effort des brigades internationales de solidarité s'est récemment orienté vers la réalisation d'objectifs précis d'aide en matière de santé, d'éducation et de matériel technique divers, dans des domaines où les programmes d'équipement ont été gelés à la suite des restrictions budgétaires annoncées en février dernier à Managua.

Tel est le défi lancé par la politique impérialiste au mouvement de solidarité internationale avec la révolution nicaraguayenne. ■

Jorge BUARQUE

La victoire électorale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), en novembre 1984, a engendré une profonde réorganisation des plans impérialistes d'agression contre le Nicaragua libre. Après l'échec militaire des contras, qui espéraient pouvoir dominer une partie du territoire nicaraguayen afin d'y proclamer un gouvernement alternatif et réclamer ensuite l'aide des Etats voisins, après l'échec des forces de l'opposition bourgeoise intérieure à organiser le sabotage

du processus électoral, il ne restait plus à Ronald Reagan d'autre politique que celle d'intensifier les préparatifs d'une invasion militaire directe. Dans les jours qui ont suivi les élections, le gouvernement américain a essayé de créer les conditions d'une telle intervention. Il a donné l'ordre d'intercepter un navire soviétique qui se dirigeait vers le port nicaraguayen Corinto, plusieurs vaisseaux de guerre américains pénétrant ainsi dans les eaux nicaraguayennes. Toute une mise en scène a été montée autour de la prétendue livraison de Mig-21 soviétiques au Nicaragua, dans

le seul but de renforcer le courant de l'opinion publique nord-américaine favorable à l'agression directe. Quatre jours après les élections, un avion Blackbird survolait régulièrement Managua, tandis que la radio la Voix de l'Amérique essayait de brouiller les émetteurs sandinistes, exactement comme elle l'avait fait juste avant l'invasion nord-américaine de Grenade.

Comme pour renforcer encore ce rapprochement symbolique avec les événements de Grenade, la 82e division aéroportée US participait aux manœuvres mi-

litaires dans la région, après avoir été retirée de Grenade où elle était stationnée depuis l'invasion. Il importe peu de savoir si à ce moment-là le Pentagone se limitait à vouloir tester les capacités de défense des sandinistes et les réactions de la population nicaraguayenne, ou s'il comptait réellement faire avancer ses forces immédiatement. Ce qui compte, c'est que dans les deux cas de figure, pour les dirigeants nord-américains, une intervention directe contre le Nicaragua libre est aujourd'hui à l'ordre du jour.

LA SITUATION APRES LA VICTOIRE ELECTORALE SANDINISTE

La présence militaire nord-américaine dans cette zone est permanente et massive. Les manœuvres navales et terrestres ont mobilisé 15 000 soldats en novembre 1984. En avril 1985, au moment culminant des manœuvres américano-honduriennes de Pino Grande III (Phase Scorpion), on a assisté à la plus importante concentration de troupes yankees en un seul lieu : 4 500 GI's étaient stationnés à seulement 12 kilomètres de la frontière nord du Nicaragua. Depuis lors, le débarquement de milliers de soldats sur les côtes honduriennes s'est encore multiplié.

Le plan de Ronald Reagan, annoncé le 4 avril dernier, organise de façon cohérente et unifiée l'action coordonnée des stratèges américains, des contras et de l'opposition intérieure au Nicaragua, incluant tous ses secteurs : le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), les partis bourgeois, le quotidien *La Prensa*. C'est la première fois qu'une telle conjonction se fait de façon si ouverte.

D'un autre côté, la paralysie des activités du Groupe de la Contadora et l'offensive de Reagan sur les bourgeoisies latino-américaines contribuent également à rendre plus difficile et plus périlleuse cette phase de la révolution sandiniste (1). Finalement, l'effort de guerre permanent, les destructions causées par l'action des contras et par le boycott économique international, comme la lutte des classes sur le plan intérieur, ont conduit la direction sandiniste à adopter un ensemble de mesures exceptionnelles de mobilisation militaire et de réorganisation économique pour faire face aux périls immédiats (2).

Une fois repoussé le danger immédiat d'une intervention américaine après les élections de novembre 1984, la direction sandiniste a pris de nouvelles initiatives diplomatiques et politiques pour consolider les avancées de la révolution. Elle a entamé le « dialogue » avec tous les partis légaux, les associations syndicales et religieuses, en invitant y compris l'opposition bourgeoise qui avait boycotté les élections, dans le but d'arriver à des accords qui garantissent la liberté de la presse et l'expression publique des différents courants, ainsi que la liberté syndicale, dans le cadre de la réaffirmation de la défense nationale contre l'agression.

Le 16 février 1985, le président de la République, Daniel Ortega, prenait l'initiative d'une réunion avec plus de 400 producteurs privés, incluant des dirigeants

du COSEP et des dirigeants syndicaux sandinistes, pour débattre de la situation économique et des mesures que le FSLN avait annoncées les jours précédents. Cette rencontre, qui a duré quatre heures et demi, a été retransmise en direct dans tout le pays par la radio et la télévision. Avec certains de ces secteurs, comme les 50 000 petits et moyens agriculteurs réunis au sein de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), ou les producteurs de café, qui ont une grande importance pour l'exportation, le gouvernement est parvenu à mettre en place une coopération souple.

Cependant, cette offensive politique des sandinistes coïncidant avec l'isolement de l'opposition bourgeoise, du fait de son boycott des élections et des défaites militaires significatives de la contra, qui a déjà eu 1 200 morts cette année, a déterminé une relance de l'activité des forces contre-révolutionnaires intérieures. Ce processus représente la préparation immédiate de l'escalade du plan Reagan.

En effet, dès après la réunion du 16 février 1985, le COSEP posait publiquement cinq conditions à de futures négociations avec le régime sandiniste. Ces conditions réclamaient la restitution à leur ancien propriétaire des propriétés confisquées par la révolution ; l'organisation, à l'avenir, des négociations salariales en présence de l'employé, du patron et de toutes les centrales syndicales ; l'abolition de lois rétroactives qui touchent la propriété privée ; la garantie de la liberté d'entreprise ; l'instauration d'un dialogue avec les « Nicaraguayens en armes », c'est-à-dire avec la contra. Aussitôt, la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN), qui est de fait dirigée par le COSEP, appelait à l'organisation d'un « dialogue » convoqué et garanti par la Conférence épiscopale nicaraguayenne qui, bien évidemment, était d'accord avec cette suggestion et le faisait savoir (3). Peu de temps après, le 2 mars 1985, trois groupes de la contra, le Front démocratique nicaraguayen (FDN), l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) et la Misura, adressaient depuis San José, au Costa Rica, un « ultimatum » au gouvernement sandiniste pour qu'il établisse des pourparlers avec la contra avant le 20 avril 1985. Le COSEP et le journal *La Prensa* ont repris ce même thème. Devant 1 200 patrons réunis à Managua, Enrique Bolanos, l'actuel dirigeant du COSEP, répètera les thèmes centraux du discours de la bourgeoisie, en affirmant : « *Le FSLN veut nous arracher de l'hémisphère occidental pour nous installer à l'Est. Il veut nous importer une culture stalinisée.* (...) *Le Nicaragua navigue vers un autre Cuba. Mais, nous autres Nicaraguayens, ne sommes pas Cubains. Les Nicaraguayens ne se courberont jamais.* (...) *Le froid esclavagisme du marxisme-léninisme recule même en Sibérie.* » (4) Le co-directeur de *La Prensa*, Jaime Chamorro, confirmait dans ses déclarations, à New York, cette conjonction entre l'opposition bourgeoise légale et les groupes contras, en précisant : « *La guerre est déplorable. Nous ne voulons pas la guerre. Mais je crois qu'elle est fondamentale pour*

créer les conditions contre les sandinistes. Je crois que les communistes du Salvador ont le droit de solliciter l'aide du Nicaragua, de Cuba et de l'Union soviétique, et que les contras nicaraguayens ont le droit de solliciter l'aide de l'administration nord-américaine. (...) *Les contras luttent actuellement avec les armes et nous, nous luttons sous une autre forme, ensemble avec les partis politiques et l'entreprise privée, pour essayer d'éviter que le Nicaragua ne devienne communiste.* » (5) De son côté, l'Eglise, par la voix de Monseigneur Obando y Bravo, offrait ses services pour intervenir dans cette négociation.

Depuis les élections, on enregistre donc une conjonction croissante entre les prises de position de l'opposition bourgeoise légale et celles des groupes contre-révolutionnaires en armes. Pendant longtemps, il ne s'agissait là que d'une activité discrète. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que maintenant l'opposition bourgeoise intérieure et l'Eglise se situent entièrement sur la ligne de la déclaration de San José du Costa Rica et se constituent ainsi ouvertement en arrière-garde des actions militaires de la contra. Le rôle du quotidien *La Prensa* dans cette entreprise est éclairant, à travers sa popularisation des déclarations de Bolanos, des initiatives de Ronald Reagan, ou de la dénonciation du processus électoral et des activités gouvernementales.

Pourtant, ce bloc réactionnaire continue à disposer d'alliés à première vue plutôt surprenants. Ainsi, dans son hebdomadaire *En Avant*, le Parti communiste du Nicaragua (PCN) défend la même idée de « dialogue national » par l'intermédiaire de son secrétaire général Eli Altamirano Perez, qui affirme : « *La thèse d'un dialogue national est la thèse la plus patriotique et la plus responsable que l'on puisse défendre dans notre milieu.* » Ensuite, Perez salue le Parti libéral indépendant (PLI), le Parti socialiste nicaraguayen (PSN), le Parti unioniste centro-américain, le Parti social-chrétien du Nicaragua (PSCN) et d'autres formations partie-prenantes de la CDN, ainsi que l'attitude de l'Eglise, favorables à ce « dialogue » (6). Le PCN est en effet intéressé en ce moment à participer à un bloc parlementaire

1. Dans un prochain numéro d'*Inprecor*, nous aborderons de manière plus approfondie les dernières péripéties des négociations entreprises dans le cadre du groupe de la Contadora, qui réunit le Mexique, la Colombie, le Panama et le Venezuela.

2. Cf. *Inprecor* numéro 192 du 18 mars 1985.

3. La coordination démocratique nationale Ramiro Sacasa (CDN) rassemble, sous la houlette du COSEP, des partis et des syndicats de droite parmi lesquels le Parti social chrétien du Nicaragua (PSCN), le Parti libéral constitutionnel (PLC) et le Parti social démocrate (PSD).

4. *La Prensa*, Managua, 29 mars 1985.

5. Déclaration du 20 mars 1985, Agence Nueva Nicaragua (ANN), Managua.

6. Le Parti libéral indépendant (PLI) et le Parti social chrétien du Nicaragua (PSCN) sont des formations bourgeoises d'opposition au Nicaragua. Le Parti socialiste nicaraguayen (PSN) et le Parti communiste du Nicaragua (PCN) sont deux partis stalinien.

avec le PSN, le PSCN et d'autres forces bourgeoises dans le cadre de l'élaboration de la Constitution, et accentuée ainsi son cours contre-révolutionnaire.

Récusant totalement toute négociation avec les groupes contre-révolutionnaires, le gouvernement du Nicaragua a maintenu sa proposition de négocier directement avec les Etats-Unis. Ainsi, à plusieurs reprises, les responsables sandinistes ont insisté pour que les conversations bilatérales de Manzanillo reprennent alors qu'elles avaient été suspendues unilatéralement par les USA et que soit relancée l'activité du groupe de la Contadora (7). Dans le même temps, sur le plan international, le gouvernement révolutionnaire a multiplié les initiatives concrètes pour désarticuler la pression américaine. Le 27 février 1985, Daniel Ortega annonçait un certain nombre de décisions applicables immédiatement et de manière unilatérale par son gouvernement : un moratoire indéfini pour l'acquisition de nouveaux armements et des avions nécessaires à une parité de défense avec les Etats voisins ; le retrait de 100 instructeurs militaires cubains ; une invitation au Congrès américain à envoyer des délégations visiter tout le pays et vérifier notamment le caractère défensif de l'armement nicaraguayen.

De fait, plusieurs délégations de parlementaires américains sont venues visiter le Nicaragua, dans les semaines qui ont précédé le vote au congrès US des crédits pour la contra. Simultanément, le gouvernement révolutionnaire, pour réactiver les négociations dans le cadre de la Contadora, a décidé de livrer à la Colombie le déserteur Urbina Lara qui, réfugié à l'ambassade du Costa Rica à Managua, avait été fait prisonnier par la police sandiniste alors qu'il quittait cette enceinte. Le cas avait servi de prétexte pour la suspension des activités du groupe de la Contadora, ce qui indique bien les capacités de pression des Etats-Unis et l'absence d'autonomie de gouvernements comme celui du Costa Rica ou de Panama. Pourtant, c'est la polémique sur les 14 millions de dollars de l'aide américaine à la contra qui a fini par concentrer toute l'attention.

LE PLAN REAGAN ET LA PARALYSIE DU GROUPE DE LA CONTADORA

A partir de février dernier, la Maison-Blanche a intensifié ses prises de position, déclarations et discours tendant à convaincre le Congrès US de la nécessité de voter les crédits pour la contra. Richard Lugar, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, déclarait que jamais, depuis le Vietnam, il n'y avait eu un conflit aussi aigu entre l'exécutif et le législatif américain. A vrai dire, la somme en débat était en elle-même peu significative : depuis 1980, les sandinistes ont recensé des sommes beaucoup plus importantes versées par la CIA aux contras par l'intermédiaire de pseudo-organisations « humanitaires » ou d'« appui aux réfugiés ». Mais l'importance politique de cette somme, réclamée par Reagan pour les contras, est très grande. Si la démarche de Reagan était avalisée par le Congrès, cela



« L'histoire du grand bâton ». (DR)

signifierait une énorme victoire politique intérieure et diplomatique, elle ouvrirait la porte à des pressions beaucoup plus efficaces sur les bourgeoisies latino-américaines et à de nouvelles concessions du pouvoir législatif vis-à-vis du gouvernement, elle créerait de meilleures conditions vis-à-vis de certains secteurs de l'opinion publique américaine en vue d'une intervention US, elle légaliserait les préparatifs de Reagan.

Voilà près d'un an, Reagan affirmait clairement sa politique pour toute la zone, en déclarant : « *Le Salvador est plus proche du Texas que le Texas du Massachusetts. C'est très simple, l'Amérique centrale est trop proche et les risques sont trop grands que les gouvernements qui y prennent le pouvoir aient des liens idéologiques et militaires avec l'URSS.* » Le 16 février 1985, Reagan déclarait à la radio que les contras étaient « *les frères de la démocratie américaine* ». Trois jours après, Schultz considérait que le Nicaragua était « *déjà derrière le rideau de fer* ». Le 21 février suivant, Reagan annonçait que son intention était de « *remplacer l'actuelle structure de gouvernement sandiniste* », ce qui « *ne serait pas nécessaire si le gouvernement se rendait* ». Le jour suivant, Schultz annonçait « *qu'il arriverait un moment où les Etats-Unis ne pourraient pas renoncer à agir* » (8).

En annonçant son plan, le 4 avril, Reagan reprenait explicitement à son compte l'accord établi au Costa Rica entre les groupes contras et se contentait d'élargir un peu le délai accordé au régime sandiniste : la négociation devra être menée entre le gouvernement sandiniste et les oppositions avant juin 1985, avec la médiation de l'Eglise. De cette façon, le représentant de l'impérialisme US veut atteindre trois objectifs : neutraliser dans le Congrès l'opposition à l'octroi des 14 millions d'aide à la contra ; reprendre l'initiative et lier les mains au groupe de la Contadora et aux autres bourgeoisies influentes dans le conflit ; réaliser la difficile opération idéologique de justification d'une agres-

sion militaire directe des USA au nom de la défense des idées « initiales » de la révolution anti-somoziste, qui auraient été trahies par le FSLN. C'est d'ailleurs là le même type de couverture idéologique qui fut utilisé au moment de l'invasion de Grenade avec, comme différence de taille, le fait qu'elle fut alors facilitée par la tragique division du New Jewel Movement (NJM). Malgré cette démagogie nord-américaine, la presse internationale a dévoilé à plusieurs reprises des documents secrets du Conseil de sécurité américain où étaient clairement indiqués ses objectifs réels. En novembre 1984, le *Washington Post* rendait publique l'existence d'un document portant sur la proposition de sabotage des accords de la Contadora, et plus récemment, la radio britannique BBC divulguait un document contenant des études préparatoires à une invasion US du Nicaragua.

Après sa déclaration du 4 avril dernier, Reagan a eu des contacts intenses avec les représentants des gouvernements du groupe de la Contadora et avec d'autres dirigeants latino-américains, comme Raul Alfonsín, d'Argentine, et Julio Sanguinetti, d'Uruguay. Les visites à Washington de Febres Cordero, président de l'Equateur, ou de Belisario Betancour, de Colombie, lui ont également permis des discussions directes sur ce thème. Le quotidien sandiniste *Barricada* a rendu compte, jour après jour, des déclarations et des contradictions des représentants des gouvernements latino-américains. Dans son édition du 11 avril dernier, il soulignait le fait que le président Lusinchi, du Venezuela, comme d'ailleurs Febres Cordero ou les gouvernements du Costa Rica et de Panama, appuyaient le plan du président américain. Peu après, l'ex-président vénézué-

7. C'est à Manzanillo, au Mexique, que se sont réunis à plusieurs reprises des représentants sandinistes avec des membres de l'administration Reagan. C'est cette dernière qui a rompu unilatéralement ces rencontres.

8. *Envío*, publication de l'Institution historique centro-américain, mars 1985, Managua.

lien Perez appelait le Nicaragua à accepter ce même plan. De leur côté, Betancour et le gouvernement mexicain prenaient des positions plus prudentes, mais sans pour autant rejeter le projet américain.

Les dirigeants sandinistes ont pleinement conscience d'un fait clairement exprimé dans *Barricada* : l'arme des pressions économiques via le Fonds monétaire international (FMI), combinée à la terrible pression politique nord-américaine, a totalement paralysé les initiatives de la Contadora et tend à soumettre les bourgeoisies latino-américaines à la politique de Ronald Reagan. La situation est très contradictoire, car, en même temps que les conflits sociaux intérieurs dans ces pays continuent à se développer, la consolidation de la révolution sandiniste constitue un exemple et un pôle d'attraction, ce qui rend très difficile sur le plan interne un appui ou un accord ouvert à une invasion américaine du Nicaragua. Ce n'est pas par hasard qu'on assiste, au Costa Rica ou en Colombie, à un renforcement considérable des courants les plus droitiers, partisans d'une militarisation croissante, au sein des partis bourgeois, et qui peuvent compter sur un net appui des États-Unis. Le groupe de la Contadora est donc chaque fois un peu plus prisonnier de ces contradictions.

LES SANDINISTES FACE A UNE SITUATION ÉCONOMIQUE DIFFICILE

Le 8 février 1985, un communiqué émanant de la direction nationale du FSLN et signée par tous ses membres, annonçait qu'elle avait l'objectif « d'intégrer toute l'économie à la défense ». Un plan d'austérité était exposé, avec des mesures échelonnées sur l'année 1985 et 1986, afin de corriger certaines distorsions fondamentales qui se sont accentuées depuis 1980 et dans le cadre du maintien de ce qu'on appelle l'économie mixte, qui n'est pas, globalement, remise en cause.

Les répercussions de ces mesures sont importantes pour la population, et les responsables sandinistes en ont pleinement conscience. Dans une déclaration à l'envoyé spécial d'Inprecor, la secrétaire aux relations internationales de l'Association nationale des enseignants du Nicaragua (ANDEN), Milena Nunez, constatait : « La situation économique est chaotique. Cette année, nous allons vivre la pire des situations depuis la révolution. Tous les travailleurs savent déjà qu'il va y avoir une économie de subsistance et qu'il va falloir se serrer la ceinture. Cette année, nous ne construirons pas une seule école neuve, le budget restera gelé au niveau de l'an dernier, aucun nouveau professeur ne sera embauché. » Marlène Chow, responsable aux relations publiques et internationales de la Commission d'appui aux combattants ne dit pas autre chose, lorsqu'elle insiste sur le fait qu'« il existe une situation d'approvisionnement minimum pour les médicaments ». Une explication des mesures décidées et de leurs objectifs, une discussion publique et une mobilisation des travailleurs, ont été une attitude

constante du gouvernement nicaraguayen. De telle sorte que les nouvelles mesures économiques s'intègrent dans une campagne de mobilisation contre l'agression américaine et renforcent la défense du Nicaragua.

Le pouvoir sandiniste a en effet hérité d'un pays détruit par la guerre civile, avec un appareil industriel fortement atteint et structurellement beaucoup plus faible que celui de Cuba en 1959, un tissu urbain désorganisé par le tremblement de terre de 1972, la plus forte dette extérieure par tête d'habitant de toute l'Amérique latine, l'absence de réserve de devises, le dictateur Somoza les ayant emportées dans sa fuite en exil. Ensuite, la guerre d'agression provoquée par les USA a encore aggravé tous ces problèmes. Elle a représenté plus d'un milliard de dollars (10 milliards de francs) de destructions et imposé l'orientation vers l'effort de guerre d'une grande partie de la production et donc une perte continue subie par l'économie et la société.

La revue *Envio*, publiée à Managua par l'Institut historique centro-américain, souligne les quatre grandes raisons de la présente crise de 1985 : l'héritage somoziste, les effets de la crise internationale, la guerre d'usure menée par les USA, et « les effets annexes négatifs de la politique économique intérieure ». Et l'article se conclut ainsi : « Ces déséquilibres macro-économiques menaçaient d'enrayer l'avancée du processus révolutionnaire. (...) L'économie du Nicaragua, héritière du sous-développement et du somozisme, frappée par la crise internationale et par la guerre d'agression et dirigée par le gouvernement pendant ces cinq dernières années avec certaines incohérences, ne peut continuer à être conçue comme une économie au développement limité par la guerre, mais bien comme une économie de défense en fonction de la guerre. Ce changement d'optique est fondamental, le tournant est stratégique. » (9)

En plus des dégâts causés, la guerre exige une profonde réorientation des moyens de production et de distribution aux dépens des programmes sociaux. L'économie nicaraguayenne est encore aujourd'hui trop fragile et les mécanismes de contrôle sont relatifs, ce qui exclut un long effort de guerre qui ne soit pas soutenu sur le plan intérieur par la population. C'est dans ce contexte que la direction du FSLN, de pair avec la mobilisation pour le service militaire patriotique, explique les mesures économiques qui vont être prises tout au long de l'année 1985 et a commencé une campagne de mobilisation et de sensibilisation pour leur mise en pratique.

La pression extérieure sur l'économie nicaraguayenne ne s'exerce pas seulement sous la forme d'une guerre d'usure. L'insertion de cette économie dépendante dans le marché mondial a engendré des contradictions qui sont une des raisons de l'orientation économique adoptée aujourd'hui. Dans les premières années qui ont suivi le triomphe révolutionnaire, l'apport en grande quantité de ressources financières extérieures et l'augmentation immé-

diante de l'utilisation de la capacité productive existante, avaient permis une croissance rapide du produit intérieur brut, de l'ordre de 10,7 % en 1980 et de 7,8 % en 1981. Il y avait alors beaucoup d'espoirs dans un redémarrage économique rapide. Mais la guerre a commencé en 1980 et, à partir de 1982, ce rythme de croissance économique s'est inversé : l'endettement extérieur et le manque de devises ont dicté leur loi. A l'héritage d'une dette extérieure de 1,6 milliard de dollars s'ajouteront deux milliards de dollars d'une nouvelle dette contractée au cours des cinq premières années du gouvernement révolutionnaire : la moyenne annuelle de la valeur des exportations nicaraguayennes est de 400 millions de dollars, tandis que celle des importations est de 800 millions. Les conditions de la renégociation de la dette extérieure obtenues en 1979, avaient été très favorables. Une grande partie du paiement des amortissements cette dette avait alors été repoussée pour l'après 1985. Cependant, l'accumulation de la dette et le poids des paiements annuels des intérêts s'est accru. Ainsi, les intérêts de la dette représentaient, selon les chiffres officiels, 13,3 % des exportations pour 1980, 34,2 % pour 1981, 47,3 % pour 1982, et 49,6 % pour 1983. On arrive donc, en 1985, à une situation limite : les 873 millions de dollars à payer pour les intérêts de la dette en 1984 et en 1985 représentent plus du double des revenus tirés des exportations de ces dernières années. Cette pression extérieure est sans aucun doute l'une des armes de guerre de l'administration Reagan et se traduit par les terribles difficultés dans lesquelles se débat le gouvernement nicaraguayen pour obtenir de nouveaux crédits sur le marché international.

Face à ces difficultés, le gouvernement révolutionnaire reconnaît ouvertement que des erreurs ont été commises dans la conduite de sa politique économique passée. Il les détaille même dans ses explications publiques. Ainsi, le communiqué de la direction nationale du FSLN, du 8 février 1985, intitulé « Nous avons conquis la lumière et nous la défendrons avec le sang, la sueur et la confiance dans le futur », expliquait déjà : « Ce que nous devons signaler comme l'une de nos principales erreurs économiques, c'est que nous avons voulu faire trop de choses en même temps. Réellement, nous avons fait plus qu'il n'était possible de faire dans la limite de nos moyens matériels. » La politique d'investissements d'infrastructure importants et immédiats ont permis de grandes améliorations pour les masses populaires dans le domaine de la santé, de l'enseignement, de l'habitat, les subventions à l'alimentation et aux transports. Mais, en contrepartie, elle a conduit à un important déficit budgétaire — près de 25 % du PIB en 1983 et en 1984, avec une tendance à l'accroissement — et à la réalisation de beaucoup de projets qui étaient insuffisamment alimentés en crédits.

Par ailleurs, le maintien du cordoba à un taux de change officiel survalorisé par rapport au dollar a eu pour conséquence

de stimuler la contrebande des produits nicaraguayens vers les pays voisins, obligeant l'Etat à couvrir les différences de change dans les activités courantes. Cela a aggravé les difficultés de la politique de subvention, stimulé la spéculation et le marché noir du dollar, facilité les manœuvres clandestines de la CIA sur le marché noir à l'aide de dollars. Le manque croissant de devises a restreint l'activité industrielle et agro-exportatrice. Enfin, les inondations de 1982 ont gravement touché les exportations agricoles, qui ont ensuite été faiblement compensées par la bonne récolte de l'année suivante.

Dans cette même période, la désintégration virtuelle du Marché commun centro-américain, auquel étaient destinées 80 % des exportations industrielles du Nicaragua en 1980, dont près des deux tiers pour le Costa Rica et le Guatemala, a ouvert de nouvelles brèches et de nouveaux déséquilibres sur le marché extérieur (10). Néanmoins, cette politique économique, dont la priorité était déterminée en fonction des besoins populaires (alphabétisation, reconstruction d'entreprises, soutien aux soldats, subvention aux produits de première nécessité, etc.) a eu comme effet positif d'assurer une évolution du PIB par tête d'habitant qui, tout en restant négative, était malgré tout une exception dans la région, entre 1981 et 1984 (Nicaragua, - 4,8 % ; Costa Rica, - 14,5 % ; Salvador, - 22 % et même en Amérique latine (Mexique, - 6,3 % ; Brésil, - 8,9 % ; Bolivie, - 25 % ; Argentine, - 12 % ; Venezuela, - 16,2 %).

LA SPÉCULATION ET LE SECTEUR INFORMEL

Commentant et expliquant les récentes mesures économiques gouvernementales, le ministre des Finances, William Hupper, affirmait que « *le problème central de l'économie nicaraguayenne peut se résumer dans le phénomène de la spéculation* ». Le texte du FSLN du 8 février se limite aussi à citer « *les commerçants spéculateurs* » comme origine principale des difficultés actuelles et du dérèglement de l'économie sur le plan intérieur. De fait, les quatre autres facteurs suivants se sont ajoutés aux disfonctionnements macro-économiques provoqués par la politique antérieure et par la situation héritée du somozisme : une diminution considérable de l'offre de biens de services pour la population, un énorme accroissement du déficit budgétaire comme conséquence première de la politique de subvention, un développement trop important du crédit et, lié à cela, un financement intérieur qui n'était pas appuyé sur le processus de production. En conséquence se sont développés la spéculation, la circulation d'une trop grande masse monétaire concentrée surtout dans le secteur du commerce informel et spéculateur, le maintien d'une monnaie nationale surévaluée entraînant un important drainage des devises étrangères par la Banque centrale.

Tous ces éléments se traduisent par la spéculation. Les subventions agricoles amènent par exemple l'abandon de cer-

taines productions, qu'il revient dès lors moins cher d'acheter dans les villes aux prix subventionnés par le gouvernement que de les cultiver dans les champs. Une importante circulation monétaire et la désorganisation des circuits de distribution font fleurir le commerce informel et motivent, en conséquence, l'abandon de beaucoup d'activités productives, tout comme la poursuite de l'exode rural vers la ville. Selon des calculs approximatifs, Managua avait 600 000 habitants en 1980 et son complexe urbain aurait presque doublé aujourd'hui avec 900 000 habitants, tandis que plus de 260 000 autres personnes, travailleurs ou non, se rendent tous les jours à Managua en provenance des alentours ou des villes voisines, comme Granada ou Masaya.

Le gouvernement sandiniste a suivi avec beaucoup d'attention ce processus de développement du secteur informel (11). Une étude de l'Institut national de recherches économiques et sociales (INIES) souligne les données générales de ce phénomène en Amérique centrale, ainsi que ses caractéristiques sociales et ses conséquences : les salariés prédominent dans la population des 15-25 ans, tandis que les moins de 15 ans et les plus de 35 ans sont majoritairement investis dans le secteur informel. Ce secteur informel avait radicalement diminué avec l'abandon massif de Managua, à la suite du tremblement de terre dévastateur de 1972. Et l'on assiste à sa reconstitution à partir de 1977-1978. En 1982, c'est déjà le secteur informel qui absorbe, en matière d'emploi, la croissance de la population, l'augmentation du travail féminin et les effets de l'émigration intérieure vers la ville. S'étendant surtout à Managua, il représente là plus de la moitié de la population active, contre 46,9 % au niveau national.

Ces chiffres globaux donnent néanmoins peu d'indications de détail sur la composition de ce secteur. Toutefois, l'on sait que près de la moitié des personnes de ce secteur sont des travailleurs à leur compte, tandis que près de 5 % sont des patrons employant des salariés. Mais une grande partie du travail effectué dans ces conditions est bien évidemment familial et non rémunéré. Le manque d'emplois et la baisse du salaire réel dans les dernières années ont amené un certain nombre de travailleurs du secteur formel à abandonner leurs postes de travail pour se consacrer au commerce et aux prestations de service, occupations qui constituent une grande partie de l'activité du secteur informel.

L'essentiel est donc de signaler la croissance rapide d'un secteur capitaliste qui alimente les super-profits de la spéculation commerciale et qui permet l'accumulation rapide d'un capital. Une étude de l'INIES signale « *l'existence d'un secteur informel capitaliste qui n'a rien à voir avec une stratégie de survie, mais bien au contraire avec une stratégie d'obtention de superprofits* » (12). Une autre étude du ministère du Plan souligne que, depuis 1982, il existe un « *secteur informel capitaliste nouveau, commercial et improductif* ». Les subventions gouver-

nementales aux produits de première nécessité alimentaient ce secteur, qui accaparait les produits des magasins officiels, pour ensuite les revendre sur le marché libre à des prix sensiblement supérieurs. Les marchés de Managua, comme le marché Oriental, où il y a journallement 40 000 personnes, sont bien la preuve vivante de cette évolution et du poids social croissant de ce secteur.

Comprendre, contrôler et limiter ce secteur est donc aujourd'hui l'une des priorités importantes du gouvernement. Il représente en effet un facteur d'instabilité et de désorganisation au niveau économique et politique. La revue *Envio* résume ainsi les objectifs du gouvernement sandiniste, en écrivant que « *les secteurs populaires qui se consacrent au secteur informel — notamment à Managua — peuvent beaucoup souffrir de la nouvelle politique. Il s'agit de les encourager, par divers moyens, à s'intégrer ou à se réintégrer dans des activités productives à la campagne ou à la ville, où il existe de nombreuses possibilités d'emploi et un manque de main-d'œuvre* » (13). Cela implique le contrôle économique, mais aussi une campagne politique de mobilisation et de conviction.

LES MESURES GOUVERNEMENTALES DE FÉVRIER

Et c'est pour faire face à cette situation que le FSLN a annoncé huit grands objectifs pour l'année 1985, que l'on peut résumer comme suit :

— La priorité est donnée au dégagement de moyens pour assurer la défense du pays, ce qui représente déjà, pour 1985, 20 % de la force de travail, 40 % du budget et l'équivalent de 35 % du PIB.

— La production est prioritairement stimulée dans quatre domaines : la Défense, les biens de consommation populaires, les produits d'exportation et les infrastructures d'appui sélectionnées, en partant des besoins de la Défense et de la poursuite des programmes sociaux de base.

— Les dépenses publiques seront considérablement réduites, à travers une diminution du déficit budgétaire, qui sera obtenue par une réduction des dépenses sociales à l'exception de la Santé, et par l'augmentation des rentrées. Trois nou-

10. Cf. Claes Brundenius, « *Stratégie de développement industriel au Nicaragua, 1979-1984* », cahier de *Pensamiento Propio*, Managua, janvier 1985.

11. Par secteur informel, on entend généralement un secteur capitaliste qui échappe aux règles générales qui fixent l'activité économique du pays (législation de l'emploi, taxes sur les revenus). Cela constitue, dans les économies dominées, un véritable marché parallèle pour l'emploi, les investissements et certaines activités, qui représente une part non négligeable de l'activité économique, surtout en zone urbaine, et emploie une importante force de travail dans des conditions très particulières (travail familial, apprentissage non rémunéré, auto-emploi, etc.)

12. « *Une approche du secteur informel urbain au Nicaragua* », INIES, Managua, 19 décembre 1984.

13. *Envio*, numéro 45, Managua, mars 1985.



Le marché Oriental à Managua. (DR)

veaux impôts sont lancés : sur les profits du capital, un impôt général sur la valeur et, c'est le plus important de tous, un impôt sur la « rente supposée ». Ce dernier impôt se calcule de la manière suivante : quand l'Etat examine la déclaration d'impôt d'un individu, il applique les taxes sur la base d'un revenu dont il fait lui-même l'estimation, la possibilité existant pour le citoyen d'effectuer ensuite une réclamation. Cette mesure touche principalement les professions libérales et les commerçants. Au total, le gouvernement espère récolter ainsi plus 2,5 milliards de cordobas, ce qui équivaut aujourd'hui au budget total du ministère de la Santé. Dans le même temps, l'embauche est gelée dans l'appareil d'Etat. D'autres mesures de réduction du déficit budgétaire prévoient l'arrêt ou la rationalisation de certains projets d'investissement et, avant tout, l'élimination graduelle de la politique de subvention d'Etat au prix de certains produits et la mise en place d'une politique économique de prix réels. Parallèlement, en stimulant la production des produits de base, le gouvernement essaye d'augmenter l'offre.

— La défense du salaire réel sera assurée à sa juste mesure par le transfert des sommes antérieurement destinées à la subvention des prix des produits de première nécessité, vers les salaires des travailleurs du secteur productif. Au moment où l'on annonçait les mesures d'austérité, les salaires étaient augmentés de 47 %. En mars 1985, une nouvelle augmentation est intervenue, portant la hausse des salaires à 76,5 % par rapport à janvier de la même année. En mai, un nouvel ajustement salarial est prévu et la préoccupation gouvernementale est d'aligner les salaires des travailleurs ruraux avec ceux des travailleurs urbains, pour freiner

ainsi la migration intérieure. Les secteurs les plus directement bénéficiaires de la nouvelle politique économique gouvernementale sont les salariés des villes et des campagnes, mieux protégés ainsi d'une inflation qui s'accélère.

— Un autre objectif de ces mesures est de contenir « le désordre des prix intérieurs ». Dans le même temps où, suite à la suppression des subventions d'Etat, les prix de 22 produits de première nécessité étaient augmentés de près de 100 %, le 18 février 1985 (et dans certains cas exceptionnels, l'augmentation a même atteint 200 ou 300 %), les points de vente dans les centres de production, contrôlés par le gouvernement en collaboration avec les syndicats, étaient réorganisés. « Il est prouvé que nos circuits de vente rendent pratiquement impossible l'exercice d'un contrôle efficace de l'Etat sur les spéculateurs », notent les sandinistes, d'où la réorganisation des points de vente des magasins d'Etat sur la base de prix réels mieux protégés de la spéculation et où, maintenant, seuls les travailleurs peuvent venir s'approvisionner. Le commerce informel ne peut plus se fournir dans ces centres.

— Le système de crédit est restructuré par le gel des investissements qui ne sont pas soutenus par des crédits internationaux ou qui ne sont pas absolument prioritaires.

— Le cordoba est dévalué, son taux de change est ajusté, et plusieurs taux de change différents sont institués, selon la provenance et la destination des devises étrangères. En réalité, il existe toujours un financement indirect de l'Etat en appui à certaines activités productives, comme le coton par exemple, par le biais du taux de change utilisé. Cependant, Joaquín Cuadra, président de la Banque cen-

trale, a déjà annoncé que l'on s'orientait vers un marché libre des devises. L'ouverture de nouveaux points de change a été annoncée, en plus de l'unique point qui existe aujourd'hui à Managua, à l'Hôtel Intercontinental.

— Finalement, le gouvernement sandiniste a indiqué qu'il allait favoriser les investissements étrangers, « quand ils sont adaptés aux politiques du développement national » (14).

En d'autres termes, chercher ainsi à soutenir la Défense, à augmenter la productivité et le contrôle sur le marché interne, et à protéger les salariés des secteurs productifs, cela revient à « parvenir à une meilleure distribution des richesses, dans le cadre d'une meilleure participation populaire à la gestion des unités productives », déclarent les responsables sandinistes.

DÉFENDRE LA RÉVOLUTION ET SES ALLIÉS

Il est certain que la spéculation et les problèmes économiques auxquels les sandinistes veulent faire face avec ces mesures sont le produit d'une contradiction plus profonde de la situation, qui oppose la nature révolutionnaire du pouvoir sandiniste à la nature capitaliste du système économique qui continue de prédominer au Nicaragua. Tant que cette situation se maintiendra, et chaque fois un peu plus, la bourgeoisie sabotera le processus productif, diminuera les investissements, utilisera son pouvoir économique pour ma-

14. *Envío*, mars 1985, et discours de Jaime Wheelock, du 13 février 1985, « Les mesures économiques font partie de la défense de la Patrie ».

nœuvrer politiquement, engendrant la spéculation et tentant de se donner, au travers du fonctionnement des mécanismes du mode de production capitaliste, une base sociale d'appui potentiel.

Conscients de cette situation, les dirigeants sandinistes ont adopté des mesures positives pour limiter et contrôler ses effets, avec la préoccupation permanente de renforcer l'appui populaire dont ils disposent dans les secteurs qui jouent un rôle fondamental dans le processus révolutionnaire. Les mesures récemment prises pour faire face aux spéculateurs et à l'important secteur du commerce informel capitaliste, favorisent les travailleurs salariés, et en particulier les ouvriers productifs de la ville et des campagnes et vont résolument dans ce sens. C'est ce qui semble être la meilleure alternative dans la situation présente.

Ces options sont explicitement discutées. L'un des conseillers économiques du gouvernement, Roberto Pizarro, a commenté cette décision en déclarant : « Ainsi, pour certains, une réponse plus appropriée pour résoudre ces distorsions, frapper ceux qui en profitent et favoriser une transformation rapide du pays, aurait pu être une "radicalisation". Il faut entendre par "radicalisation" un profond programme d'expropriation de la terre, de l'industrie et du commerce, qui mette aux mains de l'Etat la totalité des moyens matériels de l'économie. Cette alternative, possible abstraitement et qui existe réellement dans d'autres sociétés, serait non seulement naïve et irresponsable dans le cas du Nicaragua, pour des raisons de politique liées à la situation géopolitique régionale, mais aussi parce que ses résultats économiques seraient catastrophiques dans un pays où la structure économique est marquée par le poids important de la production agricole, et par un haut degré d'atomisation de la propriété dans les campagnes, dans l'industrie et le commerce. »

Et Roberto Pizarro continue ainsi : « Une vaste gamme de petits et moyens producteurs dans l'agriculture, une production artisanale dans l'industrie, une dispersion du commerce, ajoutés à un développement limité des forces productives, sont autant d'entraves objectives à l'étatisation de l'économie. Une proposition de "radicalisation", qui reviendrait à une expropriation généralisée et à l'établissement d'un système de planification centralisé pour diriger la vie économique, aurait non seulement comme conséquence des coûts politiques et sociaux incalculables mais, de plus, ses bénéfices économiques seraient incertains, vu le retard technique, les limites de la qualification de la force de travail et l'atomisation des unités économiques. »

Les responsables sandinistes sont, de fait, convaincus que la nationalisation de tous les moyens de production représenterait un prix beaucoup plus élevé à payer, en termes de mobilisation sociale, d'organisation de la vie économique et de l'efficacité de l'appareil productif, que le maintien d'une situation où le contrôle sur les mécanismes fondamentaux de l'économie permet au gouvernement



Un combattant sandiniste. (DR)

d'adapter la société à l'effort de guerre et de maintenir une mobilisation sociale élevée en clarifiant le rôle des alliés et des ennemis de la révolution. Tout semble laisser croire qu'ils ont raison. Il est évident que si elle devenait nécessaire, une modification qualitative de l'économie correspondant à une situation différente des rapports de forces au niveau intérieur et international, impliquerait de fortes restrictions à l'activité sociale et un important contrôle politique, à la différence de la situation actuelle. Montrer le Nicaragua comme le pays le plus libre du monde, le meilleur cadre possible pour la consolidation de la mobilisation révolutionnaire, avec une situation de contrôle croissant sur l'économie, voilà l'option actuelle. D'un autre côté, il est également évident qu'il n'est pas possible aujourd'hui d'avoir un plan centralisé efficace : selon les chiffres de 1981, qui ont subi depuis lors peu de modifications, l'Etat contrôle-

rait 33 % du secteur industriel et 27 % du secteur stratégique de la production de biens intermédiaires (16).

De ce point de vue, il serait utile de se souvenir que, dans les conditions différentes de la Russie soviétique, la nationalisation de tous les secteurs fondamentaux de l'économie était l'unique solution possible pour un pays envahi par les armées étrangères, sans pour cela être la meilleure solution. Léon Trotsky affirmait : « Il est parfaitement évident que, du point de vue économique, l'expropriation de la bourgeoisie est justifiée dans la mesure où l'Etat ouvrier est capable d'organiser le fonctionnement des entreprises sur de nouvelles bases. Les nationalisations générales que nous avons faites en 1917 et 1918 n'étaient absolument pas en

15. Roberto Pizarro, « L'économie comme support de la Défense ».

16. Claes Brundenius, op. cit.

accord avec la condition que je viens de donner. Les potentialités organisationnelles de l'Etat ouvrier étaient très en retard par rapport à une nationalisation totale. » (17) Le besoin absolu de procéder à ces mesures étaient, dans d'autres occasions, ressenti dans la direction de l'Internationale communiste comme une situation sans alternative. Et Trotsky écrivait, en juin 1923 : « *Le gouvernement soviétique doit poursuivre un modèle économique dont il est évident qu'il a été appliqué en 1918 sous les exigences implacables de la guerre civile, sans lesquelles nous n'aurions pas été obligés d'exproprier la bourgeoisie d'un seul coup, de détruire l'appareil économique bourgeois et le remplacer précipitamment par l'appareil du communisme de guerre.* »

Le choix du gouvernement sandiniste implique bien évidemment des tensions, et l'histoire récente du Nicaragua révolutionnaire en est une bonne preuve. Le processus inflationniste qui s'accélère aujourd'hui en est une autre. Mais c'est la solution qui s'accommode le mieux, dans l'immédiat, avec la consolidation de la base sociale de la révolution et la lente préparation des fondements d'une nouvelle économie. En d'autres termes, si en ce moment précis les circonstances politiques imposaient une modification radicale de cette situation et si les sandinistes étaient obligés de modifier qualitativement le sens de leur orientation, le prix à payer serait très élevé, et l'impréparation à une telle perspective serait très importante. A titre d'exemple, Jaime Wheelock affirmait que dans le secteur de la réforme agraire, dont il a la responsabilité ministérielle, les moyens disponibles aujourd'hui ne permettent d'aider que 800 des 2 000 coopératives existantes, grâce à 500 techniciens. L'on mesure ainsi le temps nécessaire pour dépasser la situation de sous-développement en moyens humains et de retard de développement des forces productives, héritage du semi-colonialisme (18).

LA MOBILISATION INTÉRIEURE POUR DÉFAIRE LA CONTRE-RÉVOLUTION

La consolidation de la révolution nicaraguayenne — tout comme une extension de la révolution socialiste qui a commencé à Cuba dans ce qui est considéré comme la zone d'influence des Etats-Unis ou son arrière-cour, comme le dit couramment Reagan — constitue un énorme défi à Washington. Tous les efforts de l'impérialisme US sont donc concentrés sur l'objectif de renverser le gouvernement sandiniste. La Maison-Blanche sait qu'il n'existe pas d'autre voie pour retrouver le contrôle sur le pays, et c'est cela qui fait d'une invasion militaire US un danger immédiat. La mobilisation intérieure, appuyée sur la solidarité internationale, sont les seules armes dont dispose le Nicaragua pour faire face à ce péril.

Le soir même de l'annonce des nouvelles mesures économiques, en février dernier, Humberto Ortega, responsable sandiniste de la Défense, faisait connaître

les nouveaux efforts de mobilisation et d'organisation contre le danger d'une invasion militaire et pour assurer une victoire plus rapide sur la contra. Durant le premier trimestre de cette année, on a assisté à de nouveaux recrutements pour l'Armée populaire sandiniste (EPS), et la campagne de mobilisation pour le Service militaire patriotique (SMP) a pris d'importantes dimensions. Il ne s'agit pas simplement d'organiser la convocation des jeunes et de garantir le bon accomplissement du service militaire patriotique. C'est une véritable campagne de mobilisation politique et d'appui aux combattants. La création, depuis janvier dernier, d'une Maison nationale de soutien aux combattants — la Maison du combattant — disposant de centres dans toutes les régions, a permis de commencer un programme d'assistance aux blessés de guerre, de soutien aux familles de ceux qui tombent dans la lutte, et aussi d'assistance à tous les soldats dispersés sur les fronts de combat (cf. interview page 28). Cela recouvre, par exemple, la question du courrier, de l'organisation de voyages des membres des familles de soldats sur le front pour rencontrer les leurs.

D'un autre côté, dans le second semestre, l'effort se concentrera sur le renforcement du service militaire de réserve, qui concerne tous ceux qui ont entre 25 et 30 ans, et le renforcement des milices, qui ont intensifié leur entraînement et leur préparation à la défense contre toute attaque extérieure. Dans les quartiers, en coordination avec les Comités de défense sandinistes (CDS), et dans les villages, les milices populaires ont un rôle de plus en plus important. Elles se retrouvent souvent sur le front même de la bataille face aux forces de la contra, défendant les brigades de travailleurs qui récoltent le café, ou encore dans les régions frontalières.

Pour des impératifs de défense, la direction sandiniste a décidé d'appliquer un plan de déplacement de paysans qui habitent dans les zones frontalières les plus touchées par les infiltrations de la contra, les régions I et VI du Nord et celle de la frontière sud avec le Costa Rica. Actuellement, déjà environ 35 000 à 50 000 paysans ont été déplacés. Eduardo Berheim, le responsable de ce programme à Matagalpa, nous déclarait que cela impliquait des coûts représentant une somme équivalant à 3 % du budget annuel de l'Etat nicaraguayen et que le programme concernera 200 000 personnes d'ici à la fin de l'année 1985. Cela implique la construction de nouveaux centres d'habitation pour les personnes déplacées, la réorganisation de la production agricole et des services d'approvisionnement, d'éducation, de santé et de défense.

Les leçons et les bilans, avec des aspects positifs et négatifs, d'une expérience comme le transfert des indiens miskitos effectué dans des conditions assez différentes, sont présents à l'esprit pour rappeler l'attention nécessaire qu'il faut porter aux problèmes culturels et à l'identité propre de ces communautés. La nécessité de convaincre politiquement des populations parmi lesquelles le FSLN dispose

d'une influence majoritaire, mais qui ont été aussi longtemps soumises à la pression de la contra, dans les rangs de laquelle beaucoup de membres de leurs familles militent et luttent, est une préoccupation importante des dirigeants sandinistes. *Barricada*, qui chaque jour fait le point sur le déroulement de ce programme de déplacement de population, donnait l'exemple d'une communauté de San Juan de Rio Coco, constituée par 636 familles et près de 4 000 personnes, qui étaient maintenant en train d'achever leur installation à 30 kilomètres de leur lieu d'habitation d'origine. Composée de paysans pauvres dans leur majorité, cette communauté comprend aussi certains moyens producteurs de café qui se sont déplacés pour bénéficier de la protection des sandinistes. La milice et les brigades de volontaires protègent les travailleurs et ont collaboré à l'installation du nouveau village. De cette façon, dans des régions plus sûres et mieux contrôlées, s'établit une muraille à la pénétration des contras par les deux frontières. C'est un premier pas pour neutraliser les infiltrations des commandos réactionnaires et protéger l'activité économique, qui est fondamentale pour le Nicaragua.

Dans le but de diviser les forces contre-révolutionnaires et de neutraliser une partie de ses effectifs, les sandinistes ont poursuivi les négociations avec le dirigeant des Miskitos, Brooklyn Rivera, lui proposant un cessez-le-feu et sa réinstallation pacifique au Nicaragua. En même temps, ils lancent des initiatives qui prennent en compte la spécificité politique et culturelle de la zone atlantique du pays. La plus importante d'entre elles est constituée par le projet d'autonomie des régions miskitos, qui semble se dessiner depuis que Luis Carrion, l'un des neuf commandants de la révolution et vice-ministre de l'Intérieur, a été chargé de cette région. Selon le projet qui commence maintenant à se préciser, la côte Atlantique élirait une Assemblée régionale sur la base de la représentation proportionnelle des différentes communautés en présence, et cette assemblée nommerait un exécutif qui dépendrait d'elle. Ses fonctions seraient de créer des zones administratives, d'assurer l'ordre public, de définir un système juridique en accord avec les spécificités culturelles locales, d'administrer et de développer les services sociaux et de garantir l'éducation dans les différentes langues.

Dans une récente interview, Luis Carrion présente ainsi son projet : « *Parmi ces droits autonomes, nous considérons qu'il est juste, nécessaire et légitime de garantir le droit à une éducation dans la langue propre quand c'est possible, le droit à une culture et à des traditions propres, le droit de participer aux prises de décision sur des problèmes qui ont des répercussions sur la vie des populations,*

17. Rapport de Léon Trotsky au IV^e Congrès de l'Internationale communiste in « *The first five years of the IC* », vol. II, p. 226.

18. Jaime Wheelock, in « *Revolucion y desarrollo* », revue du ministère du Développement agricole et de la réforme agraire (MIDINRA), Managua, numéro 1, avril-mai-juin 1984.

comme les investissements, les programmes de développement économiques et sociaux, et nous appuyons des niveaux d'autogestion déterminés notamment au travers de la représentation directe et non corporative. » (19) Bien que ce projet ne soit pas encore bien défini, il est déjà question de la possibilité que le gouvernement sandiniste délègue à l'assemblée régionale la possibilité de définir la stratégie économique régionale, la possibilité de prendre des décisions sur les problèmes culturels, et de décider de l'application autonome de certaines dispositions nationales qui régissent le fonctionnement du marché intérieur. Cependant, le plus important, suivant les propos de Ray Hooker, le député miskito élu à l'Assemblée nationale sur la liste du Front sandiniste, « c'est la démocratisation de la révolution que représente le projet d'autonomie (de Luis Carrion, ndlr.) ». Il est indiscutable qu'en prenant l'offensive sur la défense des droits des populations locales et en développant une meilleure perception de leur situation, le gouvernement sandiniste augmente sa capacité à exercer le pouvoir révolutionnaire et à remporter l'assentiment des masses populaires.

Depuis les élections de novembre dernier, les difficultés provoquées par l'aggravation de la situation économique et l'augmentation du danger d'une invasion yankee ont initié un processus plus complexe de mobilisation politique intérieure. Pour les sandinistes, il faut maintenant dépasser la phase des actions de masse à court terme, comme les « croisades », dont l'objectif immédiat était bien indiqué par le nom, et parmi lesquelles la première et la plus importante fut la « révolution culturelle » constituée par la campagne d'alphabétisation. Il s'agit aujourd'hui de consolider le pouvoir révolutionnaire et de répondre aux défis de l'heure que sont la mobilisation pour l'entraînement militaire et l'armement des populations, en premier lieu, et pour un ensemble d'initiatives par secteurs (cours pour des gérants d'entreprise, séminaires syndicaux intensifs, assemblées de producteurs, etc.)

Le déplacement de beaucoup de responsables d'avant-garde pour le front de lutte face à la contra modifie aussi les conditions de la mobilisation. Mais cela ne signifie pas pour autant que le FSLN n'a plus la capacité d'organiser d'imposantes démonstrations de masse. Ce qui guide aujourd'hui la politique des dirigeants sandinistes, c'est la recherche d'un travail d'organisation plus en profondeur, qui permette notamment d'utiliser la créativité et l'action des travailleurs pour impulser les réformes économiques et la mobilisation pour la défense. Certains exemples de cette activité donnent déjà une indication de l'évolution de la mobilisation. Ainsi, le quotidien *Nuevo Diario* rapportait, le 14 avril dernier, qu'après une discussion entre les travailleurs des chemins de fer et le ministre des Transports, le commandant Ramirez, les premiers avaient accepté de payer leurs propres voyages en dehors des heures de service, mais en posant comme condition, qui fut

UN SCENARIO D'APOCALYPSE

Les spécialistes nord-américains de la Défense en sont déjà à étudier ce que donnerait une intervention nord-américaine au Nicaragua. Sur la base d'entrevues avec des experts militaires, Théodore Moran, chercheur à l'université de Georgetown, a calculé qu'une intervention militaire du Pentagone nécessiterait 61 000 soldats nord-américains, 216 avions et 734 hélicoptères, sans compter les tanks et les moyens de transports blindés pour les troupes. Il faudrait 122 jours de combat intensif et 5 jours supplémentaires pour occuper le pays.

Les pertes, du côté américain, se monteraient à un chiffre situé entre 2 000 et 5 000 morts et entre 9 000 et 19 000 blessés. On ne précise pas les pertes nicaraguayennes. Elles sont simplement qualifiées d'« extrêmement élevées ».

D'après *Pensamiento Propio*, Managua, janvier-février 1985.

immédiatement acceptée, que les techniciens et les directeurs n'aient plus le droit aux véhicules d'entreprise et à toute condition particulière pour les transports.

Dans le combat contre la spéculation, *Barricada* a lancé une campagne contre le paiement par les entreprises d'une partie des salaires en nature. Ainsi, dans telle entreprise, les travailleurs pouvaient acheter à un prix spécial une paire de chaussures en plastique par jour ; dans telle autre, à Leon, ils avaient droit à une boîte d'huile par mois. Tous ces produits alimentaient les circuits de la spéculation et du commerce informel. Dans ces cas, les militants sandinistes des entreprises ont commencé par renoncer publiquement à ces privilèges et ont essayé de convaincre leurs camarades de travail d'en faire autant. Les assemblées de travailleurs ont ensuite décidé que ces produits allaient désormais être commercialisés pour toute la communauté, via les points de vente dans les centres de production. Dans le même temps, la justice s'attaque aux phénomènes de corruption qui affectent parfois une partie de l'appareil d'Etat. Ainsi, à Jinotepe, 25 personnes ont été accusées de vols d'un montant de 40 millions de cordobas : les produits étaient ensuite revendus au marché noir. Certains faisaient partie de l'entreprise Plásticos, d'autres du ministère des Communications.

A travers l'intervention populaire, les organisations de masse, la politisation et l'armement des populations, la révolution sandiniste conquiert ainsi le temps néces-

Des femmes armées pour défendre la révolution.



saire à sa consolidation. Pour la révolution, il est fondamental de desserrer l'étouffement des forces impérialistes. Toutes les mesures et l'évolution que nous venons de décrire vont dans ce sens. Elles visent un meilleur contrôle des forces économiques intérieures, une politisation et une organisation des masses plus en profondeur, des initiatives diplomatiques et institutionnelles audacieuses. Réduisant ainsi le champ d'attraction de la contre-révolution, les sandinistes seront en meilleure condition pour lui porter des coups militaires importants. Pendant les premiers mois de cette année, 1 200 contras ont été tués. Si ce rythme de mise hors combat des bandes armées est maintenu, les anti-sandinistes seront en difficulté à la fin de l'année.

Un autre facteur oblige les impérialistes à se dépêcher. La présence prolongée de milliers de membres des troupes contre-révolutionnaires dans les pays de la région, le Honduras et le Costa Rica, avec un énorme pouvoir d'achat en dollars, tend à créer une véritable contre-société, à accentuer la désorganisation économique et sociale, et surtout, à créer des contre-pouvoirs politiques dans ces pays. Le Honduras en est le cas le plus évident. Cette instabilité est liée au peu de contrôle qu'un régime totalement répressif comme celui-là peut avoir sur la population, et aux crises politiques récentes, qui ont alerté les conseillers américains sur la gravité de la situation.

Dans ce contexte, il n'y a pas une minute à perdre pour la solidarité internationale. Chaque jour se joue la défense du Nicaragua contre l'impérialisme américain : la campagne d'information, la solidarité matérielle, le renforcement du mouvement anti-impérialiste qui s'est exprimé massivement contre les visites de Ronald Reagan à l'étranger et qui agit sur tous les terrains sociaux, sont autant de facteurs pour donner de l'air à une révolution qui a besoin de pouvoir un peu respirer.

Le second territoire libre des Amériques doit être aujourd'hui une patrie à défendre par tous les révolutionnaires internationalistes.

Jorge BUARQUE,
Managua, 22 avril 1985.

19. Interview accordée à *Pensamiento Propio*, janvier-février 1985.

La jeunesse contre les missiles, l'austérité et le racisme

CET été aura lieu en France le second camp international des organisations européennes de jeunesse, en solidarité politique avec la IVE Internationale. Le premier camp, organisé en 1984 en Allemagne de l'Ouest, avait rassemblé plus de 600 jeunes venus de toute l'Europe et accueilli des délégations venant du Japon, de la Caraïbe et des Etats-Unis, ainsi qu'un représentant de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet (JS-19) du Nicaragua (cf. *Inprecor* numéro 179 du 10 septembre 1984).

La participation au prochain camp, dont la date coïncide avec celle de l'Année internationale de la jeunesse, devrait selon toute probabilité être tout aussi importante. On attend d'ores et déjà un plus grand nombre de représentants en provenance d'Amérique centrale et de la Caraïbe. Un des thèmes principaux sera donc le développement du travail de solidarité, déjà bien entamé en Europe, en défense des peuples du Nicaragua et du Salvador contre l'intervention impérialiste. La dernière initiative en date, dans le cadre de cette campagne de solidarité, a été la tournée effectuée en RFA, en Suisse et en Autriche par une délégation de la JS-19. La solidarité avec les luttes contre l'impérialisme partout ailleurs dans le monde, en Afrique du Sud ou en Kanaky, sera l'un des aspects principaux de cette rencontre de la jeunesse.

Le camp se fera aussi l'expression de la radicalisation des jeunes aujourd'hui en Europe. Chaque journée sera consacrée à l'un des aspects centraux de cette radicalisation. Le premier thème sera celui de la lutte contre l'Europe du chômage et du racisme. On compte aujourd'hui 10,5 millions de chômeurs dans les 7 principaux pays capitalistes d'Europe. Plus de 40 % des chômeurs d'Europe occidentale ont moins de 25 ans. La réponse des gouvernements a été d'introduire des projets de formation-parking pour les jeunes, pour que ces derniers ne figurent pas dans les statistiques du chômage, pour leur apprendre la discipline et pour miner à la fois les organisations syndicales et les conditions de travail.

Mais les jeunes résistent. En Belgique, ils ont lancé une campagne de protestation efficace qui leur a attiré le soutien des syndicats et mis pour un temps le gouvernement de droite de Martens sur la défensive. En Grande-Bretagne, les jeunes ont joué un rôle important dans le mouvement de soutien à la grève des mineurs, avec laquelle ils se sont largement identifiés en la considérant comme une lutte pour leur propre avenir. Et depuis la fin de cette lutte, 200 000 lycéens ont fait une journée de grève contre le chômage qui les attend quand ils auront quitté l'école.

Au camp, des jeunes mineurs britanniques et des jeunes syndicalistes venus de Belgique et du Danemark vont échanger les expériences de leurs luttes respectives contre les politiques d'austérité des capitalistes européens. Environ 200 jeunes de France vont participer au camp et parmi eux beaucoup de militants venant du mouvement des jeunes immigrés qui a joué

un rôle de premier plan dans la lutte contre la montée de l'extrême droite et contre le racisme nourri par la politique du gouvernement Mitterrand. Leurs expériences de lutte seront aussi le thème d'un des principaux débats du camp d'été des organisations de jeunesse.

Un autre grand thème de cette rencontre sera celui de la lutte pour une Europe dénucléarisée. Avec la menace d'une nouvelle escalade de la course aux armements, liée à l'Initiative de défense stratégique (SDI) de Ronald Reagan, plus connue sous le nom de « guerre des étoiles » (cf. *Inprecor* numéro 195 du 29 avril 1985), le débat sur l'avenir du mouvement de la paix prend une importance centrale. Les participants au camp entendront les récits des expériences des jeunes qui participent au nouveau mouvement de masse contre l'OTAN dans l'Etat espagnol. Il y aura d'ailleurs un large débat sur les possibilités de mobiliser les jeunes dans une lutte à l'échelle continentale contre les fauteurs de guerre capitalistes. Les bilans des expériences de ceux qui, comme les jeunes des Pays-Bas, ont organisé leur propre mouvement pour mener la lutte contre les missiles, seront d'une importance particulière. Les participants auront aussi la possibilité de discuter du mouvement de la paix en Europe de l'Est ainsi que des liens que le mouvement de la paix en Occident doit nouer avec lui.

Le mouvement écologiste a attiré dans ses rangs beaucoup de jeunes qui se sont radicalisés contre la menace de l'énergie nucléaire. Dans des pays comme l'Autriche, les mobilisations de masse sur cette question ont contribué à la croissance des partis Verts. Un des moments forts du camp sera donc la discussion entre des représentants des Verts et ceux de la IVE Internationale.

Le dernier grand thème du camp sera celui de la lutte contre l'oppression des femmes et la répression sexuelle. Dans presque tous les pays d'Europe occidentale, les jeunes femmes subissent des attaques contre leurs droits à l'avortement et à la contraception. Dans des pays comme la Suisse, les jeunes, hommes et femmes, jouent un rôle dirigeant dans les campagnes pour défendre ces droits aux côtés du mouvement des femmes. Une journée de discussion sera consacrée à ces questions et aux autres aspects de l'oppression sexuelle.

Ce camp sera donc une rencontre internationale de jeunes révolutionnaires organisé autour des thèmes de la solidarité internationale et de la lutte pour une Europe libérée du chômage, du racisme, du nucléaire et du sexisme. Mais cette initiative doit permettre à ces centaines de jeunes de différents pays non seulement de discuter ensemble, mais aussi de se détendre. Pour les plus actifs d'entre eux, il y aura des activités sportives de toutes sortes, notamment des baignades et des balades à la campagne. Il y aura des ateliers de photo, de vidéo, d'affiches, de danse, de poésie et de musique. Il y aura en effet beaucoup de musique, avec une discothèque, des groupes, de la musique folklorique et des soirées dansantes.

La réalisation de ce rassemblement international des jeunes révolutionnaires est le résultat de mois de discussions et de préparation entreprises par les organisations de jeunesse en solidarité avec la IVE Internationale. Grâce à elles, il y aura dans cette Année internationale de la jeunesse au moins une tentative de donner une réponse révolutionnaire et socialiste aux défis auxquels les jeunes se trouvent confrontés aujourd'hui.

Steve ROBERTS,
24 mai 1985.



"Touche pas à mon pote"

La lutte contre le racisme est l'un des plus importants éléments de mobilisation de la jeunesse depuis environ deux ans. Cette question polarise de plus en plus le débat politique. Violences racistes, en général exercées contre de jeunes Maghrébins sous prétexte qu'ils font trop de bruit dans leurs cités ou au café, manifestations souvent très importantes en réponse à ces agressions, voilà un tableau aujourd'hui assez quotidien.

La caractéristique principale de ce phénomène, c'est qu'il touche prioritairement et massivement la jeunesse. Il est courant de voir, par exemple, les cortèges de manifestations antira-

Gilles ROBIN

Qu'est-ce qui a poussé une partie de la presse à rompre avec l'image d'une jeunesse passive et amorphe ? Pour répondre à cette interrogation, il suffit de se rendre dans certains lycées et de rencontrer des jeunes portant le badge « Touche pas à mon pote », en forme de main, et de discuter avec eux. Non seulement ils s'affichent comme antiracistes, mais ils sont aussi prêts à passer à l'action. Ainsi, quelques jours après un assassinat raciste commis à Menton, des rassemblements se sont organisés dans beaucoup de lycées, pour une minute de silence, pour débattre sur le racisme, et même parfois pour aller manifester dans la rue « pour plus qu'on touche à nos potes ».

« TOUCHE PAS À MON POTE »

Ce badge n'est-il qu'une simple mode ou reflète-t-il un phénomène plus profond dans la jeunesse ? Il serait totalement insuffisant d'expliquer le succès de ce symbole antiraciste par le seul fait que quelques personnalités du show-business et de l'intelligentsia l'ont porté.

En premier lieu, parce que les mobilisations antiracistes n'ont pas commencé avec SOS-racisme. Auparavant, il y a eu deux marches nationales contre le racisme, en décembre 1983 et en décembre 1984, qui ont apporté un premier démenti formel aux théoriciens de la bof-génération. La première marche, c'est Toumi Djaidja, animateur de SOS-Minguettes, qui en avait eu l'idée, alors qu'il était hospitalisé après avoir reçu du plomb dans le ventre par des policiers lyonnais, et ce sont les jeunes de la cité des Minguettes de la banlieue lyonnaise et le père Delorme qui l'ont organisée. La deuxième marche, c'est « Convergence 84 » qui l'a organisée, avec le slogan suivant : « La France, c'est comme une mobylette, pour qu'elle avance il lui faut du mélange ». Pour préparer l'arrivée à Paris, le 1er décembre, des mobylettes avaient sillonné tout le pays (1).

Cela fait donc à peu près deux ans qu'une mobilisation contre le racisme se

développe dans la jeunesse et dans un contexte général où un certain nombre de facteurs contribuent à systématiser et à banaliser la haine raciale. La question du racisme polarise de plus en plus la vie politique française. Un certain nombre de députés réclament un débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale. Dans une situation où le Front national devient une force qui pèse sur l'échiquier politique, la structuration d'un mouvement national contre le racisme et le fascisme constitue un enjeu important (2).

La multiplication des discours et des violences racistes renvoie bien évidemment à la crise économique. Ses effets durables, profonds ont provoqué un malaise et un désarroi dans l'ensemble des couches populaires. Les perspectives sont peu encourageantes pour des secteurs importants de la jeunesse, scolarisée ou non scolarisée. La conséquence immédiate de la crise c'est, pour la plupart des jeunes, d'abord l'impossibilité de mener à bien, voire même simplement de concevoir un avenir professionnel à long terme. Nombre de formations ne permettent pas aujourd'hui ce genre d'ambition. Elles contraignent les jeunes soit à se recycler à court terme, soit à se contenter de petits travaux. Quant aux Travaux d'utilité collective (TUC) proposés par le gouvernement, qui emploient les jeunes pour un salaire dérisoire dans des activités sans grand intérêt, ils formalisent une situation de précarité de l'emploi qui existe déjà.

Les projets du patronat et de la bourgeoisie consistent justement à développer les emplois précaires, et tous les discours sur la flexibilité de l'emploi cherchent à faire passer cette dernière notion comme devant procurer une amélioration du mode de vie, une extension du temps libre. Cette politique tend, au contraire, à créer une force de travail auxiliaire, dont les cobayes sont les jeunes et les femmes, un système de rotation rapide de main-d'œuvre permettant d'institutionnaliser le travail précaire. Cette situation se traduit par une division accentuée de la jeunesse, aggravée encore par les contradictions sociales qui existent entre une minorité de jeunes ayant pu obtenir une formation

cistes précédées par des rangées entières de très jeunes collégiens. La volonté de faire quelque chose contre le Front national de Le Pen et les racistes est largement répandue dans les lycées et les collèges, endroits où les jeunes scolarisés passent les trois quarts de leur temps. Cette mobilisation est loin d'être superficielle. Elle occupe d'ailleurs une place importante dans les médias. Parlant des jeunes, le quotidien *Libération* titrait, en mars dernier, « De la bof génération à la pote génération », en référence au badge « Touche pas à mon pote » lancé par l'association SOS-racisme lors de la marche contre le racisme de décembre 1984.

et un emploi stable et durable, et cette force de travail auxiliaire.

Cet état d'éclatement de la jeunesse constitue donc un terrain favorable au développement de discours démagogiques et simplificateurs. Le désespoir face à un avenir professionnel bouché et face à l'absence de solutions à court terme peut nourrir des propos mettant la responsabilité du chômage sur le dos des immigrés. C'est ainsi que les slogans du Front national, comme « Deux millions de chômeurs — deux millions d'immigrés en trop », relayés par d'autres formations politiques bourgeoises sur un ton un peu plus modéré, ouvrent la voie à la violence raciste. Ces propos constituent un encouragement, si ce n'est une légitimation de cette violence. Même si elle n'a pas toujours pour effet de conduire ses partisans à l'agression physique systématique, l'équation raciste de Le Pen entre chômage et immigration fait aussi beaucoup d'adeptes dans la jeunesse, dans un contexte d'accentuation des divisions sociales, d'absence de perspectives professionnelles et de vide politique qui résultent de cette situation.

Aux yeux des jeunes générations, l'échiquier politique traditionnel apparaît pour ce qu'il est dans une large mesure : fossilisé, usé et sans attrait. Le faible attrait des organisations politiques dans la jeunesse témoigne de ce vide. Les partis politiques réformistes, qui sont incapables de proposer des solutions crédibles à la crise, ne peuvent que très difficilement gagner des jeunes. Le mouvement ouvrier, avec ses organisations traditionnelles, n'apparaît plus comme une référence pour la lutte. Les années 1970 sont loin, et cela se traduit par un faible taux de syndicalisation des jeunes et peu d'adhésions aux partis politiques.

Quel est le danger réel d'un développement de l'extrême-droite parmi les jeunes, alors que le mouvement ouvrier organisé n'offre aucun attrait pour la jeunesse et

1. Sur la radicalisation de la jeunesse immigrée, cf. *Inprecor* numéro 176 du 25 juin 1984.

2. Sur le Front national, se reporter à *Inprecor* numéro 193 du 1er avril 1985.

ne peut donc représenter une référence pour la lutte, et que la classe politique bourgeoise, avec vingt ans de pouvoir politique derrière elle, a quelque difficulté à s'unifier sur un projet commun crédible ? Jusqu'à présent, les succès électoraux de Le Pen ne se traduisent pas par des apparitions régulières du Front national à la sortie des lycées ou dans les halls d'université, alors que c'est le cas sur les marchés.

Même si, pour l'immédiat, le danger principal ne réside pas dans une gigantesque vague d'adhésions de jeunes au Front national, cette formation est néanmoins capable de récupérer l'exaspération de jeunes qui rejettent la politique des formations traditionnelles mais qui veulent, par exemple, se battre sur tel ou tel problème relatif à leurs conditions de travail ou d'étude. On a pu le constater lors des énormes mobilisations de la droite contre la loi Savary (précédent ministre socialiste de l'Éducation, qui proposait le vote d'une loi touchant très légèrement aux intérêts de l'école catholique), durant lesquelles des militants d'extrême-droite ont tenté d'organiser le débordement de ce mouvement. En de certaines occasions, l'extrême droite démagogique sait utiliser le potentiel de révolte de certains jeunes contre les institutions, contre les lois et l'État, et n'hésite pas à leur proposer d'aller en découdre avec la police, comme lors d'affrontements intervenus en mai 1982 à Paris.

Cela dit, ce phénomène est resté jusqu'à présent minoritaire. Mais le milieu universitaire se caractérise aujourd'hui par une méfiance envers les idées marxistes, à la différence d'il y a quelques années, attitude qui peut déboucher sur des discours anticommunistes, assez fréquents dans les amphithéâtres de droit par exemple. S'en prendre aux « policiers », à ceux qui veulent « récupérer », « manipuler » les gens, est un discours qui recueille toujours un certain succès. Le Front national a aussi compris la nécessité de créer un cadre associatif pour se constituer une base électorale et sociale, notamment sur la question du chômage, en créant un comité de chômeurs à Roubaix, ou en s'assurant une influence réelle dans des régions à très fort taux de chômage, comme c'est le cas à Perpignan, où le Front national a obtenu ses plus gros scores dans des élections partielles. Cette manière d'agir est efficace surtout sur un terrain laissé libre par l'immobilisme des organisations syndicales, notamment aux moments les plus forts de leur solidarité avec la politique du gouvernement Mitterrand, avant le départ du Parti communiste français (PCF) du gouvernement, l'été dernier. Le danger d'un développement possible de l'extrême droite dans la jeunesse se trouve là : dans l'organisation d'un cadre associatif (lieux de vie, comités de chômeurs, etc.) qui donnerait très vite un poids social significatif à la démagogie du Front national et aux discours de Le Pen. Ce sont donc les secteurs de la jeunesse les plus directement confrontés aux affres du chômage qui seraient susceptibles de se tourner vers cette

formation, si celle-ci avait l'espace politique et les moyens de systématiser l'expérience de Roubaix.

Enfin, le développement de l'audience de Le Pen a pour conséquence l'éclosion de nouvelles sources d'espoir pour de petites formations d'extrême droite qui tentent de profiter de l'audience du Front national. Ainsi, en novembre 1984, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) a organisé un meeting à Paris, qui attira 600 personnes relativement jeunes, et il mène campagne contre le communisme international.

Par ailleurs, les militants locaux du Front national sont souvent moins soucieux de préserver une image « respectable », électorale de leur parti, que de mettre tout de suite en pratique les idéaux qui inspirent leur programme, c'est-à-dire la violence contre le mouvement ouvrier et ses organisations. La Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale) et les Jeunes communistes révolutionnaires (JCR) ont déjà été la cible de telles actions : interdiction physique de réunions sur la Kanaky à l'université de Nantes, menaces contre des camarades de la LCR à Quimper, militants du Front national qui s'infiltrèrent dans un meeting tenu par Alain Krivine à Caen, avec en poche des grenades artisanales. D'autres organisations ont également été menacées, car cette logique est inhérente au développement d'une organisation d'extrême droite.

Parce qu'il existe déjà une sensibilisation antiraciste dans la jeunesse, l'extrême droite, si elle voulait s'imposer sur ce terrain, aurait affaire à des ripostes sans doute massives contre ses discours et ses campagnes racistes. Beaucoup d'exemples sont là pour illustrer ce potentiel de riposte qui existe déjà. Dans chaque ville où le dirigeant du Front national est allé tenir un meeting, des mobilisations de protestation ont été organisées, et cette situation existe depuis les élections municipales de 1983. On aurait pu s'attendre, lors des élections cantonales de 1985, à un essoufflement de la mobilisation dans les villes où Le Pen était déjà venu. En fait, c'est le contraire qui s'est produit, si bien que l'ensemble des manifestations qui ont eu lieu à cette occasion contre les meetings de Le Pen ont regroupé plus de manifestants que les participants à ces meetings.

Ainsi, par exemple, le 13 février dernier à Belfort, 600 personnes ont défilé à l'appel du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), de la CGT, du PC et de la LCR. De plus, dans cette même ville, 1 400 personnes ont assisté à un meeting auquel participait notamment Roger Hanin, réalisateur et acteur du film *Train d'enfer* relatant le meurtre d'un jeune algérien par des légionnaires dans un train, l'an passé. A Apt, un millier de personnes ont manifesté contre un meeting n'ayant rassemblé que 150 personnes ; à Quimper, il y eût 250 personnes pour conspuer le service d'ordre du Front national ; au Mans, un millier de manifestants ont répondu à l'appel des JCR, de la LCR, des organisa-

tions de travailleurs arabes de la ville, des étudiants sénégalais, etc. ; à Pontoise, ce sont 400 personnes qui ont défilé avec les JCR, la LCR et une dizaine d'associations de jeunes issus de l'immigration. Il y a bien d'autres exemples tout aussi significatifs pour montrer qu'il existe un important potentiel de radicalisation antifasciste.

La composition de ces manifestations est en général très jeune, nombre de lycéens venant par exemple en groupe sur la base des tracts diffusés dans leurs lycées. Et c'est aussi à ce genre de faits que l'on peut mesurer l'écho d'une campagne. En effet, tout tract antifasciste ou antiraciste diffusé à la porte d'un établissement scolaire, loin d'être ignoré comme c'est souvent le cas sur d'autres sujets, est lu et suscite tout de suite des réactions et un écho certain.

RENOUVEAU POLITIQUE DANS LA JEUNESSE

Cette situation a produit un début de renouveau politique dans la jeunesse et a amené à une prise de conscience progressive chez nombre de jeunes sur la nécessité de lutter contre l'extrême droite. On peut se demander alors ce qui fait la force de cette mobilisation, qui constitue une véritable lame de fond dans la jeunesse, et qui pourrait bien se prolonger au-delà des élections parlementaires de 1986.

La mobilisation contre le racisme, qui a commencé à prendre une ampleur au niveau national en 1983, n'est pas le fait d'organisations politiques, syndicales, ni même d'organisations antiracistes traditionnelles comme le MRAP ou la Fédération des associations des travailleurs immigrés (FASTI). Ce qu'il y a eu de nouveau dans ce mouvement, au départ, c'est qu'il a été pris en charge par les jeunes issus de l'immigration, pour la plupart des jeunes d'origine maghrébine de la deuxième génération.

Pour la première fois, ces jeunes faisaient leur entrée sur la scène politique, avec la volonté de constituer un mouvement permanent. Le Collectif jeunes est une structure issue de la marche de décembre 1983, implantée dans les banlieues des grandes villes, qui vise à organiser les jeunes contre le racisme et pour l'égalité des droits entre Français et immigrés. Une série de revendications, comme le droit de vote aux immigrés, ont été avancées dans les deux marches nationales antiracistes de décembre 1983 et 1984. Mais de nombreuses difficultés existent dans la structuration d'un mouvement permanent, unifié et pouvant centraliser l'ensemble des associations antiracistes locales.

L'ampleur nationale de ces mobilisations antiracistes n'est pas la simple conséquence du volontarisme de ses promoteurs. Elle est aussi due à l'originalité d'un mouvement qui échappait au terrain social contrôlé par les organisations traditionnelles. Quelle crédibilité aurait eu le PCF — organisation qui prône une politique de quotas visant à limiter le nombre d'immigrés par quartier ou par ville et qui



Des jeunes dans une manifestation antiraciste en France. (DR)

réclame le renforcement des effectifs policiers — pour impulser et diriger une telle mobilisation ? De la même manière, le Parti socialiste, assujéti à la politique du gouvernement, n'aurait pas pu lancer directement un tel mouvement. A la fin de la première marche antiraciste de décembre 1983, la présence de Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales, avait été accueillie plus que tièdement par les manifestants. Lors de la deuxième marche, en 1984, la participation socialiste était faible et la présence gouvernementale inexistante.

Les JCR ont été partie prenante, dès le début, de la préparation de la marche de 1983. Si la méfiance envers les organisations politiques demeure très vive dans la jeunesse, du fait du manque de crédibilité de nombre d'entre elles et du passif dû à l'absence d'intervention sérieuse dans le domaine de la lutte contre le racisme, les JCR sont néanmoins parvenues à impulser, avec les organisateurs de la marche de décembre 1983, des comités antiracistes et à organiser des initiatives diverses (journées ou semaines antiracistes, initiatives contre Le Pen, ripostes aux agressions racistes, etc.)

SOS-RACISME

SOS-racisme est né lors de la marche de décembre 1984. Ce mouvement a rencontré un écho sans précédent, en diffusant massivement le badge en forme de main intitulé « Touche pas à mon pote ». SOS-racisme a obtenu l'appui d'une palette de personnalités du spectacle. Près de deux millions de personnes portent ce badge, dont nombre de jeunes. C'est le mouvement de masse progressiste dans la

jeunesse le plus important depuis plus de dix ans.

Afin de donner au mouvement antiraciste une assise concrète à la mesure de son impact médiatique, il est nécessaire que se développent des comités actifs contre le racisme, de véritables comités « Stop-racisme ». De tels comités peuvent aussi éviter que n'apparaissent deux mouvements séparés, avec, d'un côté, celui des jeunes issus de l'immigration et ayant une longue expérience vécue sur la question et, de l'autre, celui de ceux qui partent de zéro dans cette mobilisation, leur prise de conscience ayant été simultanée à l'achat du badge « Touche pas à mon pote ». Les acquis des mobilisations antiracistes de 1983 et de 1984 doivent être amplifiés et trouver un deuxième souffle grâce à SOS-racisme. Appeler les porteurs du badge à passer à l'action, comme le déclarait Harlem Désir, le promoteur du mouvement au lendemain d'un meurtre raciste, ce serait donner un contenu concret au mouvement. Un rassemblement antiraciste est prévu à Paris le 15 juin prochain, qui devrait rassembler des centaines de milliers de personnes. De quoi donner des sueurs froides à Le Pen et à ses amis.

Les JCR s'emploient à construire ce mouvement, à organiser des comités antiracistes qui puissent, localement, sur leur propre établissement scolaire par exemple, rassembler plusieurs centaines de jeunes pour faire quelque chose contre les racistes. La plupart de ses sections ont ainsi acquis, en deux ans, une expérience certaine sur le terrain de l'antiracisme, qui a contribué à modifier leur manière d'apparaître en fonction de cette nouvelle radicalisation de la jeunesse. Comment faire de la politique aujourd'hui auprès des jeu-

nes ? Comment construire une organisation de jeunesse révolutionnaire dans un contexte où s'entremêlent des mobilisations antiracistes, une révolte contre les discours et les violences racistes, et un rejet souvent très ferme des organisations et de la politique traditionnelle ? Telles sont les questions qui se posent aux militants révolutionnaires. Avoir une orientation et un programme à mettre en avant, organiser « la riposte systématique aux agressions racistes et fascistes », pour reprendre les termes de la motion contre le racisme adoptée lors du 5e congrès des JCR qui s'est tenu en mars 1985, tout en participant quotidiennement à la construction du mouvement antiraciste, tout cela doit permettre aux JCR d'acquérir une expérience indispensable à leur évolution et à leur mûrissement. Cette orientation ne signifie pas pour autant que les JCR doivent suivre toutes les perspectives des initiateurs de SOS-racisme au détriment de leurs options propres.

Cette radicalisation antiraciste amène à la politique une génération nouvelle de militants. Ceux-ci n'ont pas connu les importantes luttes de la jeunesse scolarisée qui ont marqué la fin des années 1970. A l'issue des deux dernières marches antiracistes, de nombreux jeunes auparavant uniquement antiracistes sont devenus en quelques jours de véritables militants de masse, prenant en charge avec énergie la préparation des mobilisations. L'espoir que soulève ce mouvement s'exprime aussi dans le fait que l'antifascisme, loin d'être un souvenir lié à la période issue de mai 1968, constitue aujourd'hui la base de slogans lancés et repris spontanément par les jeunes lors des manifestations.

La mobilisation de la jeunesse a en quelque sorte occupé le terrain, sur des questions comme le droit de vote pour tous les immigrés ou bien la lutte contre les expulsions, qui intéressent aussi au premier plan le mouvement ouvrier. La classe ouvrière n'est en effet pas absente de cette mobilisation. Déjà en décembre 1983, les participants à la première marche avaient exprimé leur solidarité antiraciste avec la grève des travailleurs de l'usine d'automobiles Talbot-Peugeot, essentiellement des immigrés, en envoyant sur place une imposante délégation. L'émotion qui a caractérisé cette rencontre, de même que la participation de sections syndicales et d'associations de travailleurs immigrés aux manifestations antiracistes, témoignent que la jonction entre les deux mouvements est possible. Du reste, la vente du fameux badge de SOS-racisme a lieu dans les entreprises, où elle est prise en charge aussi bien par de jeunes ouvriers qui ont toujours refusé de se syndiquer que par des cadres du mouvement ouvrier traditionnel. Cela permet de penser que si la jeunesse rejette les syndicats et les partis ouvriers traditionnels, cela ne signifie pas pour autant l'expression d'un désintérêt complet envers toute mobilisation et toute forme de lutte.

Gilles ROBIN,
26 mai 1985.

Les jeunesses travaillistes et la grève des mineurs

LES Jeunesses du Parti travailliste (LPYS) ont tenu leur conférence annuelle du 5 au 8 avril 1985. C'était la première conférence nationale d'une organisation ouvrière, depuis la fin de la grève des mineurs, et donc la première occasion de juger clairement de l'impact des résultats politiques de cette lutte sur une partie du mouvement ouvrier britannique (1). Comment faut-il interpréter les leçons de la grève, les exemples de cette lutte, du mouvement de solidarité et de la direction ouvrière qui a conduit ce combat, telle est la question centrale à laquelle est confronté tout le mouvement ouvrier britannique. La réponse à cette question divise actuellement toute la gauche britannique, et les LPYS sont inévita-

Anne KANE

La décision du groupe Militant de prendre ses distances avec les résultats politiques positifs de la grève s'insère dans le cadre de l'évolution de la gauche britannique depuis la fin de la grève. En effet, la gauche a été déchirée sur la question de son attitude envers le « scargillisme ». La raison de ce débat, qui bouleverse le mouvement ouvrier, est très simple. La société britannique vient de vivre l'expérience de lutte des classes la plus importante depuis 60 ans. Cette lutte a été menée par la première direction classiste disposant d'une base de masse que l'on ait vue en Grande-Bretagne depuis la grève générale de 1926. Cette direction, rompant avec la collaboration de classe, s'est montrée prête à faire front et à se battre en défense de la classe ouvrière, pendant la grève et après. Elle était donc qualitativement différente de la direction que la classe ouvrière britannique a connue pendant toute la période précédente. Elle était même différente d'autres directions syndicales de gauche. Elle appuyait des méthodes de lutte combattives, telles que les piquets de masse, et elle a noué des alliances sociales nouvelles avec d'autres couches d'opprimés. En conséquence, un nouveau mouvement social commençait à prendre forme et continue à exister, même au-delà de la défaite de la grève. Cela a mis à l'ordre du jour des questions politiques nouvelles pour une partie des masses populaires.

Aujourd'hui, le choix qui se pose aux courants qui prétendent constituer la gauche du mouvement ouvrier est de savoir s'ils vont tirer les leçons de la lutte et prendre position, avec le « scargillisme » ou contre lui. C'est un choix fondamental autour duquel la gauche se recompose actuellement. Le débat dans les principaux journaux de gauche reflète cette évolution.

D'un côté de cette ligne de partage, en franche opposition au « scargillisme », se trouvent le dirigeant du Parti travailliste, Neil Kinnock, la « gauche molle » autour du Comité de coordination travailliste, les eurocommunistes de *Marxism Today* et le groupe Militant. De l'autre côté se trouvent Arthur Scargill,

blement traversés par cette interrogation.

Malheureusement, le courant dominant dans les LPYS, c'est-à-dire l'organisation centriste de droite Militant, a choisi cette occasion pour prendre ses distances avec les principales leçons de cette grève, et en particulier avec l'action de Scargill, attitude qui est dans la droite ligne de l'hostilité du groupe Militant envers presque toutes les vagues de radicalisation de la jeunesse et de la classe ouvrière de ces dernières années. Ce courant a dénoncé les femmes pacifistes de Greenham Common et ne s'est pas opposé à l'envoi de la flotte britannique aux Malouines, en 1982. Le résultat de cette orientation, c'est l'isolement actuel des LPYS.

Tony Benn et des milliers de militants du Syndicat national des mineurs (NUM) et de tout le mouvement ouvrier, le mouvement des femmes, et les différentes campagnes de mobilisation de masse.

C'est précisément parce que la grève des mineurs a concentré l'attention de tout le monde sur les questions politiques fondamentales auxquelles la classe ouvrière doit répondre — à savoir le type de direction dont elle a besoin pour se battre pour ses intérêts, la responsabilité de cette direction devant la base, la nécessité d'organiser l'action politique de masse, les alliances sociales avec les opprimés en dehors des limites actuelles du mouvement ouvrier —, que la véritable nature de l'orientation politique de chaque secteur de la gauche organisée apparaît au grand jour au travers de sa position sur la grève des mineurs.

UNE ÉPREUVE RÉVÉLATRICE

Cela est aussi vrai en ce qui concerne les Jeunesses du Parti travailliste. La lutte historique des mineurs a reçu le soutien de la majorité écrasante de la jeunesse ouvrière. La colonne vertébrale de la grève était constituée par des jeunes mineurs. Comme l'a déclaré Arthur Scargill : « *Combien de fois avons-nous entendu des gens dire, "les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas comme leurs pères et leurs grand-pères. Ils sont trop occupés à rembourser leurs emprunts-logement". Mais maintenant, nous en avons marre d'entendre les Jérémie du mouvement dire que les jeunes ne se battent jamais aussi bien que la vieille génération qui a construit le mouvement. Je dis, sans peur d'être contredit, que si ceux qui ont construit notre mouvement syndical pouvaient voir la situation d'aujourd'hui, ils salueraient nos jeunes mineurs.* »

Les jeunes femmes et les jeunes hommes qui ont dirigé cette lutte dans les communautés minières ont dominé chaque manifestation, chaque rassemblement, chaque piquet de grève. Ils ont dirigé les comités de soutien, organisé les collectes de fonds et l'action de solidarité. Le soutien aux mineurs a suscité des formes nouvelles d'organisation parmi les

plus opprimés et les plus exploités. Les jeunes ont dirigé la construction des groupes « Lesbiennes et homosexuels soutiennent les mineurs », « Femmes contre la fermeture des puits » et des groupes de solidarité organisés par des Noirs. Le secteur jeune de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND-jeunesse) a fait le lien entre le nucléaire, l'attaque contre l'industrie charbonnière et le chômage des jeunes, de manière beaucoup plus efficace que les LPYS.

Les idées politiques de milliers de jeunes ont été marquées par cette expérience de lutte. Tout cela s'est ajouté aux autres mobilisations des jeunes dans la CND-jeunesse, le mouvement des femmes, le mouvement de solidarité avec la lutte du peuple irlandais et toutes les campagnes de lutte des opprimés. Les alliances nouées entre des jeunes actifs dans ces mobilisations et la campagne de soutien aux mineurs a fait progresser la prise de conscience politique de milliers et de milliers de jeunes. Cela a aidé à créer un courant lutte des classes au sein de la jeunesse. Cette alliance renforce toute la classe ouvrière, en luttant sur des problèmes spécifiques des opprimés et des exploités.

UNE OCCASION MANQUÉE POUR RENFORCER LES LPYS

Il existait d'importantes potentialités d'organiser durablement cette couche de jeunes qui a été inspirée par la grève des mineurs. Cela a été fait de façon limitée dans certaines régions du pays autour d'actions de solidarité et de campagnes telles que celles menées par la CND-jeunesse. L'obstacle à l'intégration de ces jeunes dans les LPYS, qui constitue la principale organisation de jeunesse de gauche, est venu de la ligne politique de la direction dominée par le courant Militant. Pendant la grève, le groupe Militant soutenait formellement les mineurs, organisait des collectes d'argent et participait aux actions de solidarité. Mais les LPYS n'ont pas organisé une seule manifestation na-

1. Pour un bilan de la grève des mineurs, voir l'article de Steve Roberts dans *Inprecor* numéro 193 du 1er avril 1985.

tionale en soutien aux mineurs pour rassembler les jeunes mobilisés pour soutenir la lutte. A aucun moment, les LPYS n'ont critiqué ouvertement la direction du Parti travailliste ou présenté une alternative politique claire à l'orientation de Kinnock.

Le problème, avec le groupe Militant, c'est qu'il faisait passer la nécessité de construire sa propre organisation avant celle de construire une organisation socialiste de masse de la jeunesse. La construction de son propre courant, la vente du journal *The Militant* et la collecte d'argent pour son organisation ont été prioritaires par rapport à la possibilité de gagner des milliers de jeunes aux Jeunesses du Parti travailliste. Cependant, le vrai problème auquel se trouvait confronté le courant Militant était d'ordre politique. Cela s'est clairement perçu lors de la conférence des LPYS d'avril 1985. La participation y était beaucoup plus réduite qu'à la conférence précédente (69 sections de moins), fait significatif pour une rencontre d'un mouvement de jeunesse socialiste qui faisait suite à la confrontation de classe la plus importante en Grande-Bretagne depuis 60 ans. Il n'y eut presque pas de participation de mineurs ou de femmes des communautés minières, et aucune volonté de s'identifier aux leçons politiques de la grève ne fut exprimée.

L'événement de la conférence, ce fut un discours de Ted Grant, principal porte-parole du groupe Militant, lors d'un meeting de son courant organisé en marge de la conférence. L'argumentation centrale de ce discours consistait en une attaque en règle contre la direction Scargill du NUM. Grant affirma même que Scargill et la direction du NUM avaient eu tort de ne pas avoir organisé une consultation des adhérents du syndicat à l'échelle nationale, au début de la grève, et que cela montrait que Scargill « manquait de foi dans la classe ouvrière ». Voilà la seule chose qu'il avait à dire de la direction syndicale qui venait de conduire la grève de masse la plus longue et la plus politique de toute l'histoire de la Grande-Bretagne. Pour le courant Militant, le problème ne réside pas tant dans la condamnation de la politique du gouvernement Thatcher, la trahison de la direction travailliste et syndicale, la question des divisions au sein du mouvement travailliste et syndical, que dans la dénonciation de la direction Scargill.

Le groupe Militant et les LPYS ont donc refusé de s'approprier les leçons cruciales de la grève des mineurs. Tout le cours de la grève a nettement contrasté avec le cadre politique du courant Militant. Les mineurs et leurs partisans s'organisaient dans des formes et pour des objectifs que le groupe Militant ne partageait pas. Cela fut explicite lors de la conférence du Parti travailliste, en octobre 1984, au cours de laquelle le NUM adopta des positions plus à gauche que celles du courant Militant sur la question des femmes, du droit des Noirs à organiser leurs propres sections dans le parti, des droits des lesbiennes et des homosexuels, et de l'Irlande. Sur toutes ces questions, le



Des piquets du NUM pendant la grève. (DR)

groupe Militant s'est aligné sur l'orientation de Neil Kinnock. Alors que le NUM se servait de son poids dans le Parti travailliste pour soutenir la gauche travailliste et ainsi renforcer sa propre lutte, le groupe Militant s'est dérobé devant la possibilité d'utiliser le puissant levier que représentent les LPYS pour mettre en avant des orientations de gauche ou organiser les jeunes pour soutenir les mineurs en grève.

S'identifier pleinement au NUM aurait déclenché une dynamique qui aurait inévitablement ébranlé le cadre politique du courant Militant. Au lieu de cela, ce courant a confirmé son isolement au sein de la gauche du mouvement ouvrier en s'opposant aux orientations autour desquelles celle-ci va inévitablement s'organiser maintenant. Cependant, les leçons politiques de la grève des mineurs ont aussi trouvé un écho positif à la conférence des LPYS, avec l'émergence, sous une forme embryonnaire, d'un courant lié à l'aile gauche travailliste, s'inspirant de la grève des mineurs, et se situant sur des positions plus radicales que celles de la direction des jeunes travaillistes dominées par le groupe Militant. La résolution sur la grève, soutenue par ces forces, parlait de tout ce dont le groupe Militant n'avait pas voulu débattre : d'un soutien sans équivoque à l'orientation lutte des classes de Scargill, de l'organisation des femmes, des Noirs, des lesbiennes et des homosexuels en soutien aux mineurs et d'une opposition ouverte aux trahisons de Kinnock.

UN DÉBUT DE DIRECTION ALTERNATIVE

Le meilleur exemple des potentialités de cette gauche au sein des jeunes travaillistes a été une importante réunion organisée en marge de la conférence par les sections de Noirs du Parti travailliste et par une organisation de la communauté noire de la ville de Liverpool. A ce meeting, plus de 300 personnes ont entendu les orateurs critiquer la capitulation du

courant Militant — qui contrôle la municipalité de Liverpool — devant le racisme. Les profondes divisions créées dans la classe ouvrière par le refus du groupe Militant de reconnaître l'auto-organisation des Noirs contraste avec le renforcement de la classe ouvrière par le soutien du NUM aux sections de Noirs et le soutien organisé des Noirs aux mineurs.

Une autre réunion de la gauche, qui a attiré plus de 1 000 personnes, a conclu que la meilleure façon d'avancer vers la construction d'un mouvement socialiste de masse était de s'identifier à l'action des mineurs. Les mineurs avaient montré quel type de mouvement pouvait être construit en adoptant une attitude sans compromis, en n'esquivant pas leurs divergences avec Kinnock et en soutenant l'auto-organisation des opprimés.

Ces meetings ont montré l'existence, sous une forme embryonnaire, d'un courant qui a la possibilité de reconstruire les LPYS à l'image des alliances sociales et politiques nouées pendant la grève des mineurs. Le seul autre choix proposé aux militants des jeunes travaillistes était de continuer à stagner sous sa direction actuelle, isolée des forces de gauche dans le Parti travailliste, dans le NUM et dans tout le mouvement ouvrier, et hostile aux orientations politiques autour desquelles la gauche s'est organisée. Cela ne ferait que renforcer la vulnérabilité des LPYS face aux menaces de retorsions organisationnelles de la part de la direction du Parti travailliste, qui comprend parfaitement les choix auxquels se trouvent confrontés les LPYS et qui ressent aussi le danger que représenterait un mouvement de jeunesse reflétant les forces rassemblées pendant la grève. La bataille pour construire des LPYS de masse et capables de diriger des campagnes derrière une direction qui, comme celle du NUM, fait front et se bat, a néanmoins fait un petit pas en avant lors de cette conférence des jeunes travaillistes. ■

Anne KANE,
Londres, 14 mai 1985.

La réaction s'acharne contre le mouvement "Jeunes pour l'emploi"

DES 1979, la Jeune garde socialiste (JGS), organisation de jeunesse du Parti ouvrier socialiste (POS), la section belge de la IVe Internationale, avait lancé une pétition pour l'organisation d'une marche des jeunes contre le chômage (1). La décision de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de se lancer dans une telle campagne a permis la mise sur pied d'un large front unique dénommé les Jeunes pour l'emploi, regroupant toutes les organisations politiques et syndicales de la jeunesse ouvrière, les organisations de jeunesse de gauche et d'extrême gauche. Le 24 avril 1982, 30 000 jeunes ont manifesté à Bruxelles contre le chômage. La manifestation fut réprimée par la gendarmerie.

Jipi DE LEY

C'est à la suite du succès éclatant de la première marche des Jeunes pour l'emploi, surtout à partir du moment où le front unique constitué sur le thème des Jeunes pour l'emploi a adopté une plateforme de revendications nettement anticapitalistes, que la bourgeoisie belge a véritablement pris peur. Ces revendications étaient en effet aussi défendues par la plus grande organisation de jeunesse ouvrière en Belgique, la JOC, qui regroupe plusieurs milliers de militants. Cette organisation est liée au Mouvement ouvrier chrétien, lequel est uni dans une alliance contre-nature au principal parti politique bourgeois du pays, le Parti social-chrétien (CVP/PSC).

UNE DYNAMIQUE DANGEREUSE POUR LA BOURGEOISIE

Il fallait donc, pour le pouvoir, à tout prix casser cette dynamique de radicalisation des jeunes, notamment ceux organisés au sein du mouvement syndical. La sympathie relative avec laquelle était vu le mouvement des Jeunes pour l'emploi dans la presse bourgeoise, lors de sa première campagne autour du mot d'ordre « Nous voulons du travail », s'est progressivement transformé en un discours visant à discréditer cette mobilisation, dès lors que celle-ci adopta, à partir du printemps 1983, des revendications concrètes, claires et anticapitalistes pour préparer la deuxième marche (cf. encart).

La bourgeoisie ne se contenta d'ailleurs pas seulement de mener campagne dans sa presse contre le mouvement des Jeunes pour l'emploi. Toutes les actions locales, préparatoires et mobilisatrices pour la seconde marche, se sont heurtées à une répression policière visant à dissuader les jeunes de participer à cette manifestation. La combinaison du matraquage des rassemblements de jeunes, de la campagne de presse visant à présenter cette initiative comme minoritaire, et des tracasseries policières de tous ordres, ont débouché

Cette répression portera ses fruits pour la bourgeoisie. En effet, deux ans plus tard, le 13 mai 1984, lors de la seconde marche des Jeunes pour l'emploi, il n'y aura que 15 000 participants. A cette occasion, les forces de répression ne se contenteront pas d'un simple matraquage, mais elles « balayeront » littéralement la manifestation jusqu'au dernier participant.

La réalisation de l'unité autour de la campagne des Jeunes pour l'emploi, les deux mobilisations de masse contre le chômage qui s'ensuivirent, constituent un événement exceptionnel en Europe. Aujourd'hui, cette mobilisation de la jeunesse est en danger de mort.

sur une mobilisation moins réussie que celle de 1982. Enfin, la façon dont la gendarmerie a dispersé cette manifestation a servi de prétexte aux dirigeants réformistes pour commencer à mettre fin à la campagne des Jeunes pour l'emploi.

Dès le début du mouvement des Jeunes pour l'emploi, les directions réformistes des deux grands syndicats, la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) liée au Parti socialiste, et la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), étaient ennuyés par l'ampleur que prenait la mobilisation et surtout par la radicalisation politique assez rapide qui la caractérisait. Un des éléments qui explique la moindre affluence lors de la seconde marche se trouve dans le fait que les directions syndicales étaient beaucoup plus réservées à l'égard de cette mobilisation qu'à l'égard de la précédente. Des dirigeants syndicaux se sont même publiquement prononcés contre la plateforme revendicative, en la qualifiant d'irréaliste. Pour les directions syndicales, le moment était venu de se débarrasser de la campagne des Jeunes pour l'emploi, et ceci pour toute une série de raisons.

Ces directions, malgré leurs efforts, n'étaient pas parvenues à récupérer les mobilisations des jeunes par le biais de leurs propres organisations de jeunesse. La mobilisation des Jeunes pour l'emploi restait avant tout un mouvement de lutte autonome, et cela était partiellement voulu par les organisations de jeunesse syndicale, ce qui a permis l'adoption de revendications anticapitalistes.

Plusieurs facteurs sont intervenus pour déterminer l'attitude de la CSC, qui est le plus grand syndicat en Flandre. A travers le processus de radicalisation qui l'entraînait, la JOC, principale force numérique du mouvement des Jeunes pour l'emploi, devenait un véritable facteur de polarisation et un point de référence pour la base syndicale de la CSC. La large unité avec les autres organisations de jeunesse du mouvement ouvrier s'opposait à la politique de collaboration de classe systématique de la CSC. Les revendications claires

et anticapitalistes du mouvement jeune étaient antinomiques avec l'acceptation de l'austérité de la part de la CSC. Enfin, la lutte et la confrontation avec le pouvoir était à cent lieues de la politique de concertation menée par la CSC dans le dos des travailleurs.

LA PERSPECTIVE D'UN PARTI OUVRIER CHRÉTIEN

Le processus de radicalisation de la JOC constitue l'un des multiples facteurs de la crise historique qui frappe le principal parti politique bourgeois, le CVP/PSC. En effet, aujourd'hui, 30 % des affiliés du Mouvement ouvrier chrétien, dont fait partie la JOC, sont favorables à une rupture immédiate avec le CVP/PSC et à la constitution d'un Parti ouvrier chrétien. Cela représenterait, pour la bourgeoisie belge, une défaite historique. Au sein de la JOC, c'est la quasi totalité des affiliés qui sont partisans de la création d'un tel parti. Pour la direction de la CSC, liquider le mouvement des Jeunes pour l'emploi, c'est par la même occasion en terminer avec une mobilisation de milliers de jeunes travailleurs chrétiens, mobilisation qui, en elle-même, était un facteur de renforcement du courant favorable à la rupture avec le CVP/PSC.

La FGTB, qui met toujours en avant comme excuse pour ne pas s'engager dans la lutte le fait que « les chrétiens ne suivraient pas », dispose elle aussi de bonnes raisons pour tordre le cou au mouvement des Jeunes pour l'emploi. Sa direction prépare en effet le retour du Parti socialiste au gouvernement, en coalition avec le CVP/PSC, à la suite des élections du 8 décembre prochain. Et c'est à ce titre qu'elle sabote toute lutte, y compris la perspective encore vague d'une marche populaire contre le chômage en 1986, organisée à l'initiative des Jeunes pour l'emploi, et pour la préparation de laquelle la

1. Pour une analyse du contexte politique de cette mobilisation des jeunes contre le chômage, se reporter à *Inprecor* numéro 176 du 25 juin 1984.

mobilisation devrait logiquement commencer en automne 1985, avant les élections.

Mais la raison la plus profonde pour laquelle aussi bien la CSC que la FGTB veulent se débarrasser de la mobilisation des Jeunes pour l'emploi, c'est parce qu'ils entendent ainsi endiguer un processus particulièrement explosif de radicalisation de la jeunesse, à terme dangereux pour leurs intérêts d'appareils syndicaux et leur politique de collaboration de classe. Ces appareils veulent ainsi se débarrasser de l'un des mouvements autonomes de lutte des jeunes les plus importants que la Belgique ait jamais connus. Le processus de radicalisation qu'entraîne ce mouvement s'avère particulièrement insupportable pour les directions syndicales, parce que les mobilisations des Jeunes pour l'emploi se situent, par leur contenu, sur le terrain même du mouvement syndical, et parce qu'elles donnent forme, à une échelle de masse, à une orientation alternative à celle des directions réformistes sur la question de la lutte contre l'austérité, et cela face à des centaines de milliers de militants syndicaux.

Il s'agit donc d'un type de radicalisation de la jeunesse particulièrement important, qui porte sur la question cruciale de la stratégie à aborder pour s'opposer à la crise capitaliste. D'un certain point de vue, cette radicalisation politique est plus importante que n'importe quelle autre question qui radicalise actuellement les jeunes, comme par exemple le problème des missiles. Elle s'exprime par le refus inconditionnel de l'austérité et la volonté de faire payer les banques et les holdings. Mais l'absence d'une vision claire de la nécessité de définir un débouché politique à la lutte de la jeunesse pour ses revendications, en termes de perspective de gouvernement des travailleurs, est la principale faiblesse des Jeunes pour l'emploi.

Les directions réformistes des grandes organisations de jeunesse ont finalement cédé aux pressions de leurs dirigeants syndicaux. Les militants révolutionnaires et des comités locaux de Jeunes pour l'emploi sont intervenus avec acharnement dans les assemblées générales du mouvement, après la deuxième manifestation de 1984, en faveur du maintien de la plate-forme revendicative anti-capitaliste et pour la poursuite de la mobi-

PLATE-FORME DES « JEUNES POUR L'EMPLOI »

- 1) Réduction du temps de travail, au moins vers les 32 heures par semaine, sans perte de salaire et avec une embauche proportionnelle.
- 2) Un revenu minimal de 19 000 francs belges (2 700 francs) pour tous les chômeurs.
- 3) Suppression de tous les emplois de seconde zone et leur remplacement par des emplois stables et normalement rémunérés.
- 4) Suppression du contrôle quotidien des chômeurs, du « stage » et de l'article 143 (1).
- 5) Diverses revendications plus spécifiques concernant la formation professionnelle, les services publics, les écoles, etc. ■

1. Le contrôle quotidien des chômeurs en Belgique se fait actuellement par l'obligation pour chaque chômeur de se présenter chaque jour à la mairie à une heure précise qui lui est communiquée un jour auparavant. Le « stage » est la période de six mois après l'obtention d'un diplôme, pendant laquelle un jeune qui ne trouve pas d'emploi n'a pas droit à une allocation de chômage et ne dispose donc d'aucun revenu. L'article 143 est une disposition qui permet à l'Etat d'exclure un chômeur du droit à l'allocation s'il juge que la durée du chômage est « anormalement longue ».

lisation. Les organisations réformistes ont proposé, de leur côté, un projet d'élargissement du mouvement vers l'ensemble des organisations de jeunes, y compris bourgeoises, comme les organisations de scouts. Leur leitmotiv était le suivant : arrêter la lutte et rendre plus attrayante la plate-forme de revendications, pour ne pas effrayer les nouveaux adhérents au mouvement. Il n'y a donc pas eu de mobilisation de Jeunes pour l'emploi pendant un an, et le fameux projet d'élargissement a été un échec quasi total.

FRONT UNIQUE ET MOUVEMENT AUTONOME DES JEUNES

Les deux directions syndicales et les directions des organisations réformistes de jeunes se sont mises d'accord pour mener une véritable opération de récupération de la coalition des Jeunes pour l'emploi. Les directions syndicales ont proposé à leurs organisations de jeunesse, en contrepartie de la liquidation de Jeunes pour l'emploi, une campagne en front commun syndical sur la question du chômage. Ces directions donnent comme garanties le fait qu'elles consacreront une « attention spéciale aux jeunes » et proposeront « des actions ». Cette perspective a satisfait les directions de leurs organisations de jeunesse. Pourtant, rien n'a été précisé sur les structures de cette mobilisation, sur l'avenir des comités locaux des Jeunes pour l'emploi qui existent, sur les revendications à avancer et sur le sort ré-

servé à l'actuelle plate-forme revendicative, sur le type de mobilisation et d'action envisagé, leur date, etc.

A la dernière assemblée générale des Jeunes pour l'emploi, du 4 mai 1985, les directions de la JOC, les organisations de jeunesse de la CSC et de la FGTB ont présenté cette perspective comme une grande victoire pour le mouvement, puisque « ce que nous avons toujours tous voulu, à savoir que le front commun syndical reprenne nos objectifs », est devenu une réalité aujourd'hui. Sur ce, les jeunes de la CSC se sont retirés de la coalition des Jeunes pour l'emploi, tandis que la JOC et les jeunes de la FGTB maintiennent cette décision en suspens. La récupération par les directions syndicales réformistes du front unique exemplaire que constituaient les Jeunes pour l'emploi est donc un fait presque achevé.

L'intervention centrale des révolutionnaires et de tous les courants de gauche dans la jeunesse doit s'articuler autour de la bataille pour la réalisation d'un front unique avec les directions des organisations de jeunes (JOC, jeunes de la FGTB et de la CSC) contre l'alliance de ces dernières avec les directions syndicales et pour le maintien de la structure des Jeunes pour l'emploi comme mouvement autonome de lutte de la jeunesse. Ce sera un combat difficile, mais ce n'est pas une bataille impossible.

Dans la JOC en particulier, qui est la seule organisation du front disposant d'une base de masse, la pression de celle-ci pour le maintien de la coalition des Jeunes pour l'emploi sera grande. La direction de la JOC ne s'est pas encore prononcée sur la question de son maintien dans ce front, mais elle vient par contre de se prononcer pour le refus inconditionnel de la politique d'austérité du gouvernement Martens-Gol. La Jeune garde socialiste (JGS) fera tout son possible, dans la mesure de ses moyens, pour que la lutte en faveur du maintien du front unique des Jeunes pour l'emploi soit couronnée de succès, ce qui permettrait ainsi la préparation de nouvelles mobilisations de masse de la jeunesse contre le chômage, l'austérité et la crise capitaliste. ■

Jipi DE LEY,
Bruxelles, 10 mai 1985.

Les flics interviennent contre une manifestation des Jeunes pour l'emploi à Bruxelles. (DR)



Les Verts, les Alternatifs et la mobilisation écologique

DEPUIS plus de deux ans, le projet gouvernemental de construction d'un barrage et d'une centrale à Hainburg, sur le Danube, a rencontré une importante opposition populaire, notamment dans la jeunesse (1). Cette affaire est devenue une question brûlante de l'actualité politique, contraignant même les partisans de ce projet à reculer. Début 1985, le gouvernement a en effet décidé de céder face aux mobilisations et aux militants qui occupaient le site de Hainburg, qui avaient été durement réprimés par la police. Les travaux ont été suspendus jusqu'à l'organisation d'un référendum sur ce sujet.

Hermann DWORCZAK

Pendant très longtemps, les questions écologiques n'ont joué qu'un rôle très secondaire en Autriche. Elles étaient presque totalement extérieures aux préoccupations du mouvement ouvrier. Le Parti social-démocrate autrichien (SPO) dispose bien d'une organisation importante, dénommée les Amis de la nature, mais dont l'activité essentielle se limite le plus souvent à l'organisation de randonnées pédestres, de sorties d'alpinisme ou de ski. Pour l'extrême gauche aussi, et jusqu'à tard dans les années 1970, la protection de la nature était, pour l'essentiel, le cadet de ses soucis. Les thèmes écologiques étaient donc presque totalement le monopole d'organisations de protection de la nature apolitiques, de scientifiques isolés ou de personnalités bourgeoises, souvent farfelus voire même carrément obscurantistes sur le plan idéologique.

Il fallut l'annonce de la mise en activité de la centrale atomique de Zwentendorf pour que la situation change radicalement. Un large mouvement antinucléaire, nourri par l'expérience de mobilisations internationales en ce domaine, fit alors son apparition. La gauche donnait le

ton, en particulier les maoïstes, un courant encore puissant à cette époque. A l'initiative du Groupe marxiste révolutionnaire (GRM), section autrichienne de la IVE Internationale, le mouvement antinucléaire reprit à son compte la revendication de l'organisation d'un référendum populaire sur l'implantation de centrales nucléaires. Alors que le Parti populiste (OVP), le grand parti conservateur, reculait pour des raisons tactiques sur la question de l'installation de la centrale de Zwentendorf et que le SPO craignait beaucoup un vote-sanction sur la question du nucléaire à l'occasion des élections parlementaires qui allaient suivre, le Premier ministre social-démocrate Bruno Kreisky décida d'organiser un référendum le 5 novembre 1978. C'est à une courte majorité (50,5 % contre 49,5 %) que la politique nucléaire du gouvernement social-démocrate fut repoussée. Après cette victoire, le large mouvement antinucléaire, qui était aussi profondément implanté dans des couches bourgeoises, s'effondra. Seuls se maintinrent quelques petits groupes propagandistes qui redevenaient actifs à chaque nouvelle offensive du lobby nucléaire pour tenter de faire ouvrir la centrale de Zwentendorf.

Un fleuve pollué en Autriche. (DR)



Ces luttes ont permis de relancer l'activité du mouvement écologique et antinucléaire et ont rencontré un large écho national et international. La question qui se pose aujourd'hui au mouvement des Verts-Alternatifs autrichiens et aux courants de la gauche révolutionnaire est de savoir si les conditions sont réunies pour entamer la construction d'un parti politique à gauche de la social-démocratie, capable de concentrer et de découpler la force de mobilisation de ces dernières luttes. La discussion est donc ouverte sur la réflexion concernant les fondements politiques qui devraient être ceux d'un tel parti.

Cependant, malgré l'effondrement de la mobilisation on remarque, après 1978, une plus forte croissance de la prise de conscience sur le problème de l'environnement. Un mouvement Vert-Alternatifs apparut ensuite, sous l'effet de l'exemple de l'apparition des Verts allemands, du processus d'érosion du pouvoir social-démocrate autrichien, et de la déception consécutive à l'échec des plans ambitieux de développement de l'extrême gauche. Dès le début, et malgré quelques tentatives de racomodage idéologique, deux projets se différencient nettement. Il y avait, d'un côté, la conception bourgeoise du « Verts seulement », qui croit à la possibilité de réaliser des réformes écologiques sur la base du maintien de l'économie de marché. De l'autre, existait la conception des Alternatifs, qui n'entendaient pas limiter leur activité à l'écologie, et qui développaient la perspective de l'instauration d'une société fondée sur d'autres principes que celui du profit. Ces deux courants ont d'ailleurs trouvé jusqu'à présent une expression dans deux organisations différentes, les Verts unis d'Autriche (VGO) et la Liste alternative autrichienne (ALO).

LA DÉPOLITISATION DE L'APRES-GUERRE

La période qui a suivi 1945, celle de la seconde République autrichienne, fut marquée par une dépolitisation générale. Les conservateurs et les social-démocrates formèrent alors une « grande coalition » qui dura jusqu'en 1966. L'espace de l'activité extra-parlementaire se trouva réduit par la politique de concertation, chaque élan autonome du mouvement ouvrier étant étouffé dans l'œuf (2). L'Autriche détient aujourd'hui, avec 5,7 secondes par an par travailleur, le taux de grève le plus bas du monde. Non seulement il n'y a eu, dans la période d'après-guerre, ni critique ni recherche sur le passé fasciste autrichien, mais la confrontation idéologique et la culture politique déperirent. La Répu-

1. Sur cette lutte, se reporter à *Inprecor* numéro 189 du 4 février 1985.

2. Cf. *Inprecor* numéro 152 du 6 juin 1983.

blique alpine devint un Disneyland européen (3).

Si les générations plus âgées conservaient encore quelques rudiments de références idéologiques, la dépolitisation de la jeunesse était pratiquement totale. Un petit courant de gauche dans la jeunesse — l'Union des lycéens socialistes et l'Union des étudiants socialistes autrichiens — milita à contre-courant dans les années 1960 et forma le terreau du mouvement étudiant qui apparut en 1967. Au contraire d'autres pays, cette mobilisation des étudiants n'eut presque aucun effet à l'extérieur du cadre universitaire. Bien qu'étant parvenu à détendre l'atmosphère et malgré quelques succès politiques partiels, le Mai 68 autrichien et ses acteurs vécurent un feu de paille (4). De même, dans la seconde moitié des années 1970 et durant le début des années 1980, on assista à des mobilisations limitées de la jeunesse, la plupart des temps au sujet de luttes pour une culture autogérée et des centres de rencontre, ce qui ne pouvait nullement la sortir de son isolement. Le conflit au sujet du barrage de Hainburg, qui a éclaté en décembre 1984 et a été mené au premier chef par la jeunesse, a cependant montré que sous l'apparence trompeuse de la passivité s'est accumulé un potentiel de contestation important qui découle dans une large mesure du climat social répressif à l'égard des jeunes.

LE CONFLIT AUTOUR DU BARRAGE DE HAINBURG

A l'origine, Hainburg était « seulement » un projet inquiétant du point de vue économique et écologique. Du fait de la politique de bulldozer menée par le gouvernement et de la philosophie du « tout béton » de la direction de la Confédération syndicale autrichienne (OGB), qui n'a rien appris des luttes de Zwettendorf et a défendu les intérêts et les profits des secteurs investissant dans l'électricité et la construction, on en est arrivé très rapidement à ce que se cristallisent autour de la construction du barrage de Hainburg un ensemble de problèmes sociaux. Le manque de démocratie dans un Parlement autrichien décrépî est apparu au

Des Verts ouest-allemands. (DR)



grand jour à cette occasion. Quand le 19 décembre 1984, une nouvelle intervention massive de la police eut lieu contre les occupants du site de Hainburg, la riposte fut une manifestation de 40 000 personnes à Vienne, au cours de laquelle des représentants de l'Initiative de la gauche et des syndicalistes contre Hainburg prirent la parole.

Au vu de cette contestation massive, le gouvernement se décida à une trêve de Noël puis se donna un délai de réflexion d'un an. Les plans de construction furent donc mis au placard jusqu'à l'automne 1985. Pendant que la fraction « bunker » des syndicats continue à faire pression pour la construction de Hainburg, les conceptions traditionnelles de la croissance à tout prix connaissent un recul dans certains syndicats. Ainsi, le président du plus gros syndicat autrichien, celui des employés du secteur privé, a contredit en mars dernier, à l'occasion d'une conférence des conseils d'entreprise, les « conceptions anciennes, qui sont chères à certains » et a tendu une perche pour l'engagement des syndicats sur les questions écologiques. Il n'est pas étonnant, estima-t-il, que dans son propre syndicat « à peu près un tiers des 350 000 adhérents étaient sensibles aux problèmes de l'environnement ».

LES VERTS ET LES ALTERNATIFS

Alors que les Verts unifiés, malgré la faveur des médias, restaient bien en-dessous de leurs espérances lors des élections de 1983 au Parlement et à la municipalité de Vienne, les Alternatifs obtinrent un beau succès d'estime (5). Par la suite, la majorité des Alternatifs retomba pourtant en hibernation, de laquelle elle fut tiré par le conflit de Hainburg, ce qui entraîna une réflexion sur ses propres bases programmatiques. Le Manifeste de l'ALO est toujours en vigueur, malgré le fait qu'il soit largement périmé et qu'il n'ait rien de très substantiel à offrir pour concrétiser ses fondements traditionnelles que sont l'écologie, la démocratie à la base, la solidarité, la non-violence. Il contient quelques passages sympathiques sur l'autogestion, l'antimilitarisme et les femmes, tandis que la bourgeoisie et la social-démocratie y sont jetées sans distinc-

tion dans le même panier, sous le qualificatif de « vieux partis ». Une analyse sérieuse de la nature de l'Etat fait défaut, ce qui n'est pas pour rien dans les courbettes que l'ALO a fait devant la Constitution. Cette démarche est explicite dans l'affirmation suivant laquelle « l'ALO agit sur la base de la Constitution de la République autrichienne ». Une appréciation détaillée du système capitaliste actuel reste à faire, tout comme une définition plus exacte des perspectives, car il ne suffit pas d'affirmer : « Nous voulons une économie qui laisse intactes les bases de notre vie et rende possible pour tous une vie épanouie. » Les passages du document qui prétendent que « l'alternative, c'est ne pas vivre du marché mondial mais de ses propres forces » sont particulièrement faibles de ce point de vue.

De même, la liste des Alternatifs de Vienne, analyse la social-démocratie comme étant avant tout « le parti du nucléaire ». Au lieu de définir une orientation prioritaire dirigée vers le mouvement ouvrier, qui serait justement nécessaire à Vienne, les Alternatifs se considèrent comme un simple « rassemblement des mécontents de cette ville ».

Ces derniers temps, les Verts glissent nettement vers la droite, notamment du fait qu'ils caressent l'espoir d'être élus au Parlement même sans alliance avec les Alternatifs. Leur leader, Josef Buchner, déclare, au sujet du programme économique de son courant : « Nous ne voulons pas transformer le système économique. Nous voulons un système économique libre. Notre modèle est en partie plus libéral que celui, fortement réglementé, qui est en vigueur. » Une conception qui rappelle les velléités néo-libérales de l'Union des industriels. De son côté, le secrétaire général du VGO, Wolfgang Pelikan, s'est lancé dans de nouvelles diatribes contre l'industrie nationalisée, en affirmant qu'« il y en a beaucoup trop et que la bureaucratie étatique n'est pas forcément l'instrument approprié pour diriger l'entreprise ».

POUR UN PARTI DE CONTESTATION ET DE MOBILISATION

Le blocage du barrage de Hainburg et les succès électoraux sur le plan communal qui ont suivi en Styrie, en Basse-Autriche et au Voralberg, posent de façon objective la question de l'avenir du mouvement Verts-Alternatifs en Autriche, indépendamment des intentions des participants à ces mobilisations. Se bornera-t-il à donner quelques coups d'épingles occasionnels et à effectuer des per-

3. Cf. l'article de Siegfried Mattl, « Le Disneyland de l'Europe. Politique, culture et inculture dans la seconde République », *Die Linke*, numéro 6, 1985.

4. Voir Fritz Keller, *Vienne, mai 1968, un feu de paille*, Junius Verlag, Vienne, 1983.

5. Lors des législatives du 24 avril 1983, les Verts unifiés ont obtenu 90 000 voix (1,93 %) et les Alternatifs 65 000 suffrages (1,36 %). Mais à Vienne, les Alternatifs ont pu, lors des municipales, obtenir des sièges dans 10 conseils d'arrondissements.

cées lors d'élections locales, ou va-t-il faire un bond, comme l'ont fait les Verts allemands, pour mener une activité politique durable ?

Après le rapprochement sans principe entre les Alternatifs et les Verts autour de la lutte contre le barrage de Hainburg et uniquement autour de cela, l'évolution des Verts vers la droite a provoqué un certain désarroi chez les Alternatifs. Lors de débats fraternels avec les Alternatifs, le GRM a souligné le fait que la fondation d'un parti permettrait de rassembler tout le potentiel de contestation et de mobilisation qui s'est exprimé dans ces luttes

écologiques et même de le porter encore à un niveau supérieur. Cela concrétiserait aussi les possibilités de développement d'une orientation politique progressiste.

Quatre points demeurent néanmoins incontournables. Tout d'abord, ce parti doit exprimer des positions claires sur la semaine de 35 heures sans diminution de salaire, le refus de toute forme de politique d'austérité, le respect du droit total des femmes à disposer d'elles-mêmes, et une position de solidarité avec les mouvements de libération du tiers-monde. Par ailleurs, aucun détour ne peut être fait pour éviter de s'adresser aux travailleurs,

et en particulier à ceux qui sont condamnés au chômage, d'autant qu'il existe un courant syndical qui est sensible à ces thèmes (cf. encart). Il s'agit ensuite de garantir le fonctionnement démocratique d'un tel parti, notamment en garantissant l'expression et la cohabitation des différents courants idéologiques. Il faudrait enfin que les éventuels élus d'un tel parti se conçoivent comme des porte-parole du mouvement et des mobilisations extra-parlementaires. ■

Hermann DWORCZAK,
Vienne, 5 mai 1985.

Pour une OGB qui se porte au premier rang des luttes écologiques

Nous publions ci-dessous un texte des Syndicalistes contre le barrage de Hainburg.

Les questions écologiques prennent une importance croissante. Il ne se passe pas un jour sans qu'il y ait une alerte sur un problème d'environnement. Les forêts qui meurent, les fleuves qui crèvent, des étendues maritimes biologiquement mortes, ce sont là les conséquences d'une exploitation sauvage et sans retenue de la nature. Seveso, Harrisburg, Bhopal, l'alerte au smog dans la Ruhr ne sont que le sommet d'un iceberg d'irresponsabilités écologiques.

Déjà en 1978, la sensibilisation accrue sur les problèmes d'environnement avait abouti au vote contre la centrale de Zwentendorf. Une majorité se prononça contre l'énergie nucléaire, coûteuse, dangereuse, et qui constitue une impasse en matière de politique énergétique. Au lieu de se saisir de ce référendum pour changer ses conceptions, la direction de l'OGB (principale confédération syndicale autrichienne, ndlr.) a continué à s'orienter selon les perspectives du passé, sans se préoccuper le moins du monde d'organiser une large discussion parmi les syndicalistes, sur une nouvelle politique énergétique. Pas une occasion ne fut perdue pour battre le tambour en faveur de Zwentendorf, en chœur avec les patrons, ou de défendre des projets contestés d'autres centrales nucléaires (Dorfertal, Reichraming). Dans le cas de Hainburg, la direction de l'OGB fut même à la tête des partisans de la construction et menaça les occupants du site de recourir à la force.

En permanence, c'est le souci justifié des travailleurs de protéger leur emploi qui est pris comme prétexte pour atteler les syndicats au char de la politique énergétique. (...) Pendant que les directions de l'AK et de l'OGB disent un « oui » acritique aux nouvelles technologies et à la restructuration de l'industrie nationalisée, qui entraînent pourtant la disparition de milliers d'emplois, c'est en général à un « non » indifférencié que se heurtent les intérêts de la protection de l'environnement.

Pour le dire encore plus clairement, il faut ajouter qu'un nouveau conflit comme celui de Hainburg et une OGB se situant à nouveau du mauvais côté, nous contraindraient à remballer notre attirail de syndicalistes. Tous ceux qui sont vivants, critiques et tournés vers l'avenir, de quelque manière que ce soit, ne peuvent que se détourner d'une telle « OGB-Béton ». La possibilité pour les travailleurs d'obtenir des améliorations et même de défendre des droits acquis, va être sérieusement entamée, et les syndicats seront toujours plus sur la défensive.

Il faut déclarer la guerre à l'exploitation sauvage de la nature, qui n'est que le reflet de l'exploitation de l'homme dans « la libre économie de marché ». Car la conception qui consiste à prendre la nature et l'environnement pour une sorte de libre-service où l'on puise sans ménagement mène à

la catastrophe écologique. La protection de l'environnement n'est pas un luxe, ce n'est pas le « cheval de bataille de quelques fous coupés du monde ». C'est nous, ouvriers et employés, qui devons respirer l'air empesté, ce sont nos lieux de détente qui sont détruits, c'est notre santé qui est menacée, au travail et durant notre temps libre.

Aujourd'hui déjà, les médias ou certains conservateurs tentent de tirer un profit politique du cours actuel des dirigeants du mouvement ouvrier, en se donnant une coloration « verte ». Cette démagogie ne peut cependant être réellement battue en brèche que si le mouvement ouvrier prend au sérieux les revendications écologiques et les fait siennes.

Nous proposons concrètement :

Au lieu de se laisser prendre au jeu des barons de la construction et de l'électricité, au nom d'une « nécessité » après l'autre, il est temps que les syndicats élaborent leur propre plan énergétique, en collaboration étroite avec les camarades des entreprises concernées, des scientifiques critiques et des écologistes. Les repères pour s'orienter en ce domaine doivent être entre autres les suivants : au lieu de toujours plus d'énergie, proposer une énergie produite intelligemment ; étudier l'utilisation des énergies douces, inoffensives pour l'environnement, ce qui ouvre justement un large champ à une utilisation rationnelle des nouvelles technologies (par exemple, les micro-processeurs) ; développer les transports publics, ce qui devrait amener une amélioration notable du bilan énergétique et aurait, en plus, un effet notable sur l'emploi.

Le maintien des emplois ne veut pas du tout dire qu'il faille s'en tenir au cours actuel. Une politique écologique consciente ne crée pas moins d'emplois, mais plus. Evidemment, la protection de l'environnement ne peut constituer à elle seule une réponse au fléau du chômage. L'introduction rapide de la semaine de 35 heures est plus que jamais d'actualité.

Comme Hainburg le montre, il faut plus de démocratie à l'intérieur de l'OGB, plus de droit de décider pour la base syndicale. En ce qui concerne les questions centrales, les décisions doivent être prises par les conférences des conseils d'entreprise et après des consultations préalables. Le processus de décision doit laisser les mêmes chances aux différents points de vue : accès égal aux publications de l'AK, de l'OGB et des syndicats, égalité dans le droit d'utiliser les équipements syndicaux (salles, centres de formation) et d'organiser des réunions avec la participation des représentants des différentes positions.

Nous sommes pour un mouvement syndical fort, unitaire, pour une OGB qui défende les intérêts de ses membres et non ceux de ses « partenaires sociaux ». ■

Syndicalistes contre Hainburg,
pour une politique alternative de l'environnement.

La jeunesse contre les missiles

LES missiles Cruise n'ont pas encore été déployés aux Pays-Bas, et le mouvement Jeunes contre les armes nucléaires (JTK) a décidé de tout faire pour qu'ils ne le soient jamais. Le JTK est une organisation indépendante qui, depuis quelques mois, est capable de discuter au niveau national avec les organisations « adultes ». C'est la preuve qu'enfin on prend ce mouvement au sérieux.

Le JTK a été créé comme organisation nationale en février

Wineke 't HART

Pour revenir aux débuts du mouvement contre les missiles aux Pays-Bas, il faut se reporter au 21 novembre 1981, lorsqu'eut lieu une grande manifestation pour la paix à Amsterdam. Environ 400 000 personnes y exprimèrent leur opposition aux missiles Cruise et, parmi elles, de nombreux jeunes.

La plus importante force organisée dans cette manifestation était le Conseil ecuménique pour la paix (IKV). En 1977, l'IKV avait lancé une campagne « pour un monde sans armes nucléaires, à commencer par les Pays-Bas ». C'était une campagne large, qui était aussi orientée vers les lycées. Grâce à son travail et à la démocratie interne qui le caractérisait, l'IKV finit par compter plus de la moitié de ses forces hors des Eglises. En conséquence, ces dernières ont aujourd'hui moins d'importance qu'auparavant au sein de cette organisation.

La deuxième force ayant participé à la manifestation de 1981 était le groupe Non à la bombe à neutrons ! (Stop N-bom), qui avait été créé à l'initiative du Parti communiste néerlandais (CPN) et qui, à la différence de l'IKV, n'était pas organisé de façon très démocratique. Suite à cette manifestation, le gouvernement déclara

qu'il prendrait sa décision définitive en 1983. Les différentes organisations de la paix créèrent alors le Comité de coordination des organisations de la paix (LOVO). Il comprenait, entre autres, l'IKV, Stop N-bom, Femmes pour la paix (VvV) et l'organisation Pays-Bas hors de l'OTAN, qui est une coordination de groupes pacifistes radicaux. De plus, au niveau local, des conseils pour la paix ont été créés pour mieux synchroniser les actions.

LE MOUVEMENT ANTIMISSILES S'ÉTEND

La décision fut prise d'organiser une nouvelle grande manifestation, pour le 29 octobre 1983. Le Comité contre les missiles Cruise (KKN) fut créé pour organiser cette manifestation. Au sein du KKN étaient représentés différents groupes pacifistes, partis politiques et syndicats. Environ 550 000 personnes manifestèrent à la Haye, ce qui amena le gouvernement à reporter sa décision définitive au mois de juin 1984. En mai de cette année-là, le KKN organisa une semaine d'action contre les missiles Cruise, au cours de laquelle les syndicats appelèrent à un arrêt de travail de 15 minutes le 10 mai, auquel répondirent près de 900 000 personnes. Ce jour-là, le JTK organisa une grève dans les

1983. A cette époque, divers groupes de jeunes décidèrent, au cours d'une rencontre de militants de la paix de mettre en place une structure de liaison au niveau national, ainsi que de publier un journal.

Auparavant, des groupes JTK avaient existé au niveau local, pour certains d'entre eux depuis 1981. Quelques mois plus tard, un secrétariat national fut créé pour mieux coordonner les activités du mouvement.

lycées, à laquelle participèrent environ 50 000 lycéens. Durant la semaine de la paix, un total de 400 000 personnes ont participé aux différentes actions (1).

Le gouvernement — une coalition entre les démocrates-chrétiens et les libéraux — se trouvait dans une situation difficile. Les libéraux voulaient installer les missiles sans plus attendre, mais les démocrates-chrétiens, eux aussi favorables à l'installation, avaient peur des conséquences d'une telle décision sur le plan électoral. Le Premier ministre, Ruud Lubbers, fit tout son possible pour proposer diverses solutions. Finalement, le gouvernement trancha, et sa position peut se résumer ainsi : « Nous allons prendre notre décision définitive en novembre 1985. Si les Russes n'ont pas déployé les SS-20, aucun missile Cruise ne sera installé aux Pays-Bas. Si les Russes déploient des SS-20 mais si les négociations entre l'URSS et les Etats-Unis offrent la possibilité d'un accord, alors quelques missiles seulement seront déployés aux Pays-Bas. S'il n'y a pas d'accord et si l'URSS déploie des SS-20, alors les Pays-Bas installeront la totalité des 48 missiles Cruise prévus. »

En fait, cette solution proposée par le gouvernement n'était qu'un rideau de fumée pour masquer le fait qu'il avait décidé d'installer les missiles. Lubbers voulait centrer l'attention du mouvement de la paix sur ce que faisaient les Russes, ce qui lui a permis d'éviter une crise gouvernementale. Evidemment, sa proposition était ridicule, parce qu'en Grande-Bretagne, en RFA, en Italie et aussi en Belgique, la décision d'installer les missiles avait déjà été prise et qu'il était évident que les Russes allaient réagir.

Néanmoins, on peut considérer la solution choisie par le gouvernement comme une victoire du mouvement de la paix. Grâce à la pression de ce dernier, Lubbers ne pouvait pas simplement dire « oui » à l'installation des missiles, et la décision définitive à leur sujet fut encore une fois reportée. Mais, après que le gouvernement ait opté pour cette solution, il y eut une grande confusion dans le mouvement de la paix dans la mesure où il ne perçut pas cette décision gouverne-

Manifestation contre les missiles aux Pays-Bas. (DR)



1. Sur les actions de mai 1984 aux Pays-Bas, voir l'article de Robert Went dans *Inprecor* numéro 175 du 11 juin 1984.

mentale comme une victoire. On entendait souvent la question : « Est-ce que des actions de masse servent toujours à quelque chose ? » Trois courants sont apparus. Le premier, celui représenté par les dirigeants de l'IKV, affirmait : « Il faut essayer de convaincre le gouvernement par la force des arguments. Par exemple, en proposant un plan de défense alternative ». Pour leur part, les dirigeants de Stop N-bom disaient : « Il faut attirer les démocrates-chrétiens dans nos actions. Il faut donc modérer les revendications du mouvement de la paix. » Le troisième courant, en réaction contre les deux premiers, disait : « Il faut mener des actions plus dures. » Ce dernier courant avait perdu toute confiance dans les dirigeants du mouvement de la paix et ne voulait plus militer avec eux.

LE JTK PREND L'INITIATIVE

Ces trois courants représentaient des obstacles à la continuation des actions de masse. Heureusement, beaucoup de gens comprenaient toujours l'importance de telles actions. Pendant toute une période, rien ne se passa. Seul le JTK exerçait une pression, en organisant une conférence et en préparant un plan d'action. Cette initiative fut prise en collaboration avec d'autres organisations de jeunesse de gauche, telles que les Jeunesses socialistes, les Jeunesses communistes, le Comité de soldats contre les armes nucléaires, le Syndicat de soldats, Rebel (organisation de jeunesse en solidarité avec la section hollandaise de la IVe Internationale) et quelques autres groupes. Le 10 novembre, à cette conférence, les jeunes donnèrent le bon exemple en adoptant un plan d'action destiné à couvrir la période allant jusqu'au mois de novembre 1985, date à laquelle le gouvernement devrait prendre sa décision. Lorsque cette décision sera prise, une autre conférence sera organisée pour analyser la nouvelle situation et éventuellement décider d'autres actions.

En ce qui concerne le contenu du plan d'action jusqu'à l'été 1985, il prévoit d'organiser une campagne d'information. Par ailleurs, une grève lycéenne est prévue pour le mois d'octobre, période à laquelle est également prévu un festival de jeunes pour la paix. Enfin, un mois après cette conférence, plusieurs organisations de jeunesse se regrouperont dans le JTK, ce qui représente un grand pas en avant pour ce mouvement. En janvier 1985, le JTK a pu envoyer deux représentants au KKN et au LOVO. Cela signifie qu'il peut dès à présent mener des discussions avec les organisations adultes.

LE ROLE DE REBEL

Les militants de Rebel ont joué un rôle important dans la construction du JTK, bien qu'ils aient compris son importance avec un certain retard. En 1983, Rebel commença à s'orienter vers le JTK et a y investir des forces. Le secrétariat national du JTK en vint alors à ne comprendre exclusivement que des membres

de Rebel, du fait de la faiblesse du JTK et de l'expérience des militants de Rebel pour diriger une organisation nationale.

Après l'été 1983, le JTK devint une priorité pour Rebel, dont les militants commencèrent à créer des groupes JTK partout, en essayant de mobiliser le plus grand nombre possible de jeunes pour la manifestation du 29 octobre. Ce travail impliquait un engagement très astreignant pour les militants de Rebel, mais fructueux. Pensant à l'exemple de la CDN-Jeunesse (Campagne pour le désarmement nucléaire) en Angleterre, ils continuèrent dans cette voie (2). Par la suite, après la semaine d'action de mai 1984, ils préparèrent avec les autres organisations de jeunesse la conférence du 10 novembre 1984, où ils furent les plus proches des « vrais » militants du JTK et où leurs propositions furent largement adoptées.

En construisant le JTK, les militants de Rebel essaient de ne jamais oublier le travail de construction de leur propre organisation, travail qui a parfois été négligé. Cela veut dire qu'il faut aussi avoir d'autres activités et conserver un caractère propre dans le JTK. Les militants de Rebel vendent donc leur journal dans les réunions du JTK et avancent le mot d'ordre « Des emplois, pas des bombes ! » Ils soulèvent également dans les débats la question de l'OTAN et celle de la « guerre des étoiles ». Il faut qu'à l'avenir ils organisent des discussions plus ouvertes dans le cadre de Rebel, auxquelles

pourraient être invités des contacts du JTK.

Du 3 au 6 juillet 1985, la 4e convention de l'Organisation européenne pour le désarmement nucléaire (END) doit se tenir à Amsterdam. A cette convention, il y aura une commission des jeunes des mouvements de la paix, pour lancer de nouvelles idées, pour appeler à une journée internationale d'action des jeunes pour la paix et pour discuter de possibles actions internationales. Il est important que beaucoup de jeunes participent à cette conférence, et pas seulement à la commission spécifique. Les jeunes doivent faire entendre leur voix, parce qu'ils sont beaucoup plus radicaux que le reste du mouvement de la paix. A la convention de l'END qui s'est tenue l'année dernière à Pérouse, en Italie, les jeunes étaient beaucoup trop peu nombreux. Les femmes étaient presque les seules à exprimer des opinions radicales. Maintenant, les jeunes aussi doivent parler haut et fort en expliquant leurs idées sur les perspectives du mouvement de la paix et sur les actions à entreprendre pour repousser les missiles Cruise et Pershing et les renvoyer à Reagan. ■

Wineke 't HART,
Amsterdam, 10 mai 1985.

2. Sur le développement du secteur jeune de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND-Jeunesse), voir l'article de Piers Mostyn dans *Inprekor* numéro 176 du 25 juin 1984.

INPREKOR POLONAIS NUMÉRO 18 EST PARU !

Au sommaire de ce numéro, vous trouverez :

- une analyse de la crise du mouvement social polonais et des moyens de la dépasser ;
- un dossier sur les perspectives de la gauche polonaise ;
- une analyse de l'exploitation de la classe ouvrière dans les pays du « socialisme réel », par Zbigniew Kowalewski ;
- un entretien avec Daniel Bensaïd sur la IVe Internationale aujourd'hui ;
- des nouvelles du mouvement pacifiste indépendant dans les pays de l'Est.

Inprekor en polonais a besoin de vous pour parvenir régulièrement à ses lecteurs en Pologne. Vous pouvez aider à sa diffusion en vous abonnant ou en versant votre souscription à notre compte.

Abonnement (6 numéros) : 75 francs français (ou équivalent). Prix d'un exemplaire : 15 francs. Le règlement peut se faire comme pour *Inprekor* français, en mentionnant « Pour *Inprekor* polonais ».

MIĘDZYNARODOWA KORRESPONDENCJA PRASOWA	SOLIDARNOŚĆ Z "SOLIDARNOŚCIĄ"	nr 18 WIOSNA 1985
INPREKOR		

**Wyzysk klasy robotniczej
w "realnym socjalizmie"**

**KRYZYS
RUCHU SPOŁECZNEGO**

O IV MIĘDZYNARODÓWCE
rozmowa z Danielem Bensaïdem



**Problemy i perspektywy
lewicy rewolucyjnej**

Cena 75 zł 15 FF, 2,5 \$, 7 FS, 7 DM, 75 Skr, 100 FB



L'aide aux combattants

Interview de Marlène Chow,

membre de la commission nationale de soutien aux combattants

Nous publions ci-dessous une interview de Marlène Chow, responsable des relations publiques et internationales de la Commission nationale de soutien au combattant (Maison du combattant).

« INPRECOR » : — La Maison du combattant a été créée cette année pour faire face à l'aggravation de l'agression impérialiste contre le Nicaragua et renforcer le front de lutte. Peux-tu nous expliquer comment elle fonctionne ?

Marlène CHOW : — La Commission nationale de soutien au combattant est une instance gouvernementale qui exprime la volonté politique du FSLN et du gouvernement révolutionnaire de résoudre les problèmes qui se posent aux combattants. C'est sur cette base que la commission a été formée, au mois de février dernier. Les préparatifs avaient commencé depuis le mois de juillet 1984 et depuis lors des bureaux ont été installés, à Managua et dans différentes régions.

Nous projetons de fonder, aussi bien à Managua que dans toutes les provinces, des maisons de rencontre pour les combattants et leurs familles. Les combattants pourront y expliquer leurs problèmes et obtenir un soutien. C'est pourquoi ces maisons ne doivent pas être des bureaux, mais des lieux agréables où les gens puissent se sentir à l'aise. Par exemple, la maison où nous nous trouvons est assez grande, elle dispose d'une cantine pour les combattants et leurs familles.

Soldats du Service militaire patriotique (SMP) au Nicaragua. (DR)

C'est un local de détente (1).

En même temps, nous nous occupons de la santé et de l'éducation des combattants et de leurs familles. Nous nous efforçons d'éviter que la situation alimentaire du pays ne devienne encore plus difficile pour eux.

Nous travaillons sur la base de programmes : pour les combattants immobilisés, les blessés, les morts, les orphelins de guerre, etc. Nous organisons le soutien aux combattants mobilisés. Nous nous occupons par exemple de leurs conditions de santé, à partir du moment où ils rejoignent leurs unités militaires. Nous travaillons avec l'aide et sous la coordination des institutions gouvernementales, de même qu'avec des organisations populaires comme l'association des femmes, les Jeunesses sandinistes et autres. Nous travaillons aussi avec des structures de solidarité.

— Comment ces programmes de soutien sont-ils appliqués ?

— Nous sommes l'instance de coordination de toutes les Maisons du combattant qui existent dans le pays. Cela nous permet d'accomplir des tâches multiples. Nous nous chargeons des rapports entre

les familles et les Maisons du combattant des zones où les jeunes sont mobilisés et combattent. Nous assurons l'acheminement de la correspondance et même des visites des familles aux unités qui se trouvent au front. En ce qui concerne la santé, les institutions de l'Etat privilégient les familles des combattants. Nous garantissons que les blessés soient particulièrement soignés, nous prenons en charge leur transport dans les hôpitaux et éventuellement des changements d'hôpitaux, nous recherchons des avions disponibles et des ambulances pour que les transports aient lieu immédiatement.

Nous nous efforçons également d'établir des contacts avec des hôpitaux d'autres pays dans le but d'y faire soigner des camarades qui ont besoin d'une assistance plus spécialisée du fait, par exemple, que nous n'avons pas la possibilité de faire appliquer des prothèses en cas d'amputation. Nous avons terriblement besoin de médicaments et d'instruments médicaux. Nous manquons de tout. Nous souffrons des conséquences de la situation de pénurie, qui se répercute aussi dans le domaine de la santé.

— Qu'est-ce que vous faites pour la réintégration dans la vie civile des blessés après qu'ils aient quitté le service militaire ?

— En ce domaine, on peut bien saisir la différence entre la situation dans une armée impérialiste et la nôtre. Nos combattants sont, dans leur majorité, des gens qui ont lutté pour la libération nationale déjà avant 1979. Selon notre conception, nous sommes un peuple en armes. Tu peux voir dans la rue une quantité de personnes en uniformes qui, pourtant, ne font pas partie de l'armée ni des milices. Il s'agit d'une attitude politique. Dans sa majorité, le peuple considère qu'il participe à la défense de la patrie. Les combattants sont entourés de la solidarité de toute la société.

Nous voulons que les mouvements de solidarité sachent que face à l'agression impérialiste, nous ferons tous les efforts nécessaires pour sauvegarder notre unité et défendre le Nicaragua libre. ■

Propos recueillis par Jorge BUARQUE,
Managua, 20 avril 1985.

1. A Managua, la Maison du combattant est installée dans un grand bâtiment qui a servi, en novembre 1984, de local du FSLN pour la campagne électorale.

